

Blicke nach innen = Regards introspectifs

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Arbido**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 3: **Überlieferungsbildung - Zusammenarbeit und gemeinsame Verantwortung für Transparenz = Constitution des archives - partager les responsabilités et garantir la transparence = Costituire archivi - Collaborazione e responsabilità comune per garantire la trasparenza**

PDF erstellt am: **23.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

3. Blicke nach innen *Regards introspectifs*

Archives publiques, archives privées: des solidarités nécessaires

Gilbert Coutaz
Directeur des Archives cantonales
vaudoises
Chavannes-près-Renens

Introduction

Le fédéralisme est l'un des piliers de l'ordre constitutionnel suisse, il fonde l'identité du pays. Dans le domaine des Archives, il n'existe pas d'archives nationales, mais bien des Archives fédérales suisses. Le nom de l'institution traduit précisément la hiérarchie des pouvoirs et les périmètres d'intervention des institutions communales, cantonales et fédérales d'archives. De cet étagement des pouvoirs, il résulte que la conservation des archives se fait aux différents niveaux politiques. Faut-il pour autant éviter toute approche globale de la politique de collecte et des versements d'archives sur le plan national, au nom de la nature et de l'organisation des pouvoirs? D'un autre point de vue, peut-on penser que la mémoire de la Suisse (la «mémopolitique») est couverte par les principales institutions patrimoniales dépendant de l'administration fédérale?

A l'évidence, la diversité et la force du patrimoine d'un pays se mesurent au nombre de ses acteurs, elles vont de pair avec la démocratie et l'éparpillement des centres de décision et des initiatives. Il n'empêche qu'elles souffrent incontestablement d'émiettement et de disparités; les institutions patrimoniales ne sont pas égales devant les archi-

La diversité et la force du patrimoine d'un pays se mesurent au nombre de ses acteurs.

ves, eu égard à leurs ressources humaines, leurs moyens financiers et leur positionnement. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que des voix des milieux professionnels et associatifs demandent qu'une démarche collective, fuyant les interprétations corporatistes et les lectures dogmatiques, soit entreprise rapidement, impliquant l'ensemble du réseau des institutions.

Qui plus est, lorsqu'on aborde la question des archives privées, il y a même urgence à agir, non seulement en raison de leur intérêt, mais aussi à cause du manque de concertation et de transparence dans les politiques d'acquisition. Il nous a paru intéressant de l'aborder du point de vue des Archives publiques, d'une part dans des considérations générales (notre article), d'autre part au travers des Archives de la Ville de Ge-

nève (auteur: François Burgy) qui ont le triple avantage d'être une jeune institution, de disposer d'une politique d'acquisition sanctionnée par les autorités et de présenter une approche communale, au plus près des préoccupations des citoyens. Cette approche s'impose pour plusieurs raisons.

Durant longtemps, les archives privées n'ont trouvé refuge que dans les Archives publiques, avec des décalages dans le temps et des disparités de considération en fonction des cantons¹. Mais aussi, il faut le constater, le mouvement a mis du temps à trouver de l'intérêt de la part des Archives publiques, puisqu'il n'a réellement débuté en Suisse qu'au début du XX^e siècle. Le lien entre la constitution d'archives officielles et la considération des archives privées

Durant longtemps, les archives privées n'ont trouvé refuge que dans les Archives publiques, avec des décalages dans le temps et des disparités de considération en fonction des cantons.

comme intervenant dans le patrimoine historique d'un pays, d'un canton ou d'une commune ne se fit pas immédiatement parmi les archivistes et ne trouva pas chez les historiens les appuis nécessaires pour en faire un instrument d'écriture de l'histoire. Ces vingt dernières années, le panorama des dé-

¹ La tradition de collecte d'archives littéraires, scientifiques et familiales par les Bibliothèques est antérieure à celle des Archives publiques. Elle remonte déjà au XVI^e siècle avec l'accueil de manuscrits isolés.

pôts d'archives a fortement été modifié en Suisse à la suite de l'ouverture de nombreux dépôts d'archives spécialisées et thématiques qui accréditent à la fois le développement des sciences historiques et l'originalité des archives privées dans les périmètres de la conservation et de la recherche.

Archiver, c'est anticiper. C'est définir aujourd'hui l'information qui aura de l'intérêt demain. Le débat sur la mémoire n'est pas seulement technique et casuel, il est surtout stratégique et collectif, sociétal et politique. Le droit à la mémoire va de pair avec le droit au savoir. L'un comme l'autre sont intangibles et imprescriptibles.

C'est à tous ces titres que les archivistes, aidés par les bibliothécaires et les conservateurs de musée, doivent s'engager dans la constitution de la mémoire historique. Malgré leurs déclarations volontaristes dans leurs *Principes de la recherche et de l'enseignement scientifique de l'histoire*² sur la conservation des archives d'entreprises ou d'autres organisations de l'économie, les historiens négligent régulièrement les aspects de la formation d'une mémoire, traitent avec peu de crédit la collecte et l'inventaire des fonds d'archives. Davantage intéressés par la qualité et la quantité informative des documents, ils préfèrent souvent faire valoir l'obligation de conserver des pans de l'histoire ou dénoncer les trous documentaires que d'apprécier les efforts des archivistes pour faire entrer et rendre consultables les documents. Si le passé demeure un espace commun aux archivistes et aux historiens, il ne reflète pas l'ensemble des missions des archivistes qui doivent se soucier de l'avenir documentaire. Cette attitude tire sa justification de plusieurs constats: les masses d'informations ont augmenté de manière phénoménale; la frénésie informatique agit sur les modes d'élaboration et d'échanges des données, de manière originale et brutale; les domaines d'intérêt historique et de préoccupation patrimoniale se sont fortement dilatés.

Aujourd'hui, la politique de la conservation ne peut plus se contenter de la simple accumulation et de s'en remet-

tre aléatoirement aux circonstances; il faut désormais évaluer et sélectionner de manière précoce, autoriser les éliminations nécessaires et garantir la pérennité des données de valeur durable, alors qu'elles sont menacées par les évolutions de l'informatique et le manque d'informations sur elles («métadonnées»). Il faut susciter des attitudes concertées et des comportements partagés des acteurs du patrimoine, des uni-

Archiver, c'est anticiper. C'est définir aujourd'hui l'information qui aura de l'intérêt demain.

tés de doctrine et des choix déterminés et transparents. Cela n'interdit pas des positions pragmatiques et réalistes, toujours plus avantageuses que l'absence d'affirmation, la dilution de la réflexion et le conflit des compétences³.

Les archives d'origine privée Une appellation mal contrôlée et extensive

Ni la date ni le degré d'achèvement ni le type de support ne permettent de définir le statut des archives. La démarcation entre les archives publiques et les archives privées se fait par leurs producteurs plutôt que par les sujets dont elles traitent. C'est leur origine qui fonde leurs différences. Selon l'article du *Code français du patrimoine* du 20 février 2004⁴, «les documents publics sont les documents qui procèdent de l'activité de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics ou de l'activité des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public, ainsi que les minutes et répertoires des offices publics ou ministériels». Par opposition, les archives privées peuvent se définir en creux des archives publiques, par leur contraire ou leur négation⁵. Elles recouvrent ainsi des ensembles de documents produits ou reçus dans l'exercice de leur activité par des organismes et des personnes privés.

Un regard rétrospectif fait apparaître que l'habitude a été longtemps de réduire le terme d'archives privées aux seules archives de personnes physiques et de familles.

A l'usage, il faut constater que le statut juridique des documents tend à se relativiser, la frontière entre archives officielles et archives privées est changeante⁶. Les complications juridiques et factuelles surviennent en présence de fonds mixtes, quand les organismes privés peuvent être chargés de missions de service public et qu'il existe des statuts ambigus pour les hommes/femmes politiques et les hauts fonctionnaires, chez qui il est souvent malaisé de départager l'activité privée et l'action publique. De nombreux fonds d'archives sont en fait de composante hybride.

Aucune loi ne règle en Suisse le statut des archives privées, si l'on excepte les articles du *Code des obligations* concernant les livres et autres documents des sociétés. En droit comme en opportunité, il ne semble pas concevable en Suisse de contraindre tout détenteur à

- 2 Adoptés en même temps que le *Code d'éthique*, le 22 mars 2004, les *Principes*, en particulier article 7, sont consultables en ligne sur le site de la Société suisse d'histoire, <http://www.sgg-ssh.ch/fr/>
- 3 Nous renvoyons pour le cadre général de la situation des archives privées en Suisse à l'article de Barbara Roth-Lochner, Johanna Gisler. «Accroissements et collectes: les archives sur le «marché patrimonial». Gilbert Coutaz, Rodolfo Huber, Andreas Kellerhals, Albert Pfiffner, Barbara Roth-Lochner, *Archivpraxis in der Schweiz. Pratiques archivistiques en Suisse*, Baden, hier+jetzt, Verlag für Kultur und Geschichte, 2007, pp. 303-317.
- 4 Pour la consultation du texte complet, voir, entre autres sites, celui de LexInter (Droit sur Internet) http://www.lexinter.net/lois4/ordonnance_du_20_fevrier_2004_code_du_patrimoine.htm
- 5 L'expression en langue allemande traduit la même démarche «nichtstaatliche Archive».
- 6 *Les archives des hommes politiques contemporains* (Actes du colloque Action, mémoire et histoire organisée par l'Association des archivistes français, les 20 et 21 octobre 2006 à Paris, Palais du Luxembourg), Paris, Gallimard, 2007, 374 pp., en particulier l'article de Marie Cornu, «Les fonds d'archives d'hommes politiques en France. Le droit au défi de la pratique», pp. 55-71.

déclarer ses archives privées et à envisager, un jour ou l'autre, de proposer à une institution publique ou spécialisée de la conservation. Les dépôts d'archives comme les autres institutions patrimoniales n'ont aucun pouvoir de contrainte sur les personnes physiques ou morales qui conservent des documents pour les faire entrer dans le domaine public, ni ne disposent de droit de préemption sur tout document privé mis en vente⁷. Leurs seules armes sont la qualité de leurs prestations, leur audience, l'incitation et leur force de conviction. Enfin, aucune aide publique, qu'elle soit financière ou technique, n'est octroyée aux détenteurs d'archives privées pour en favoriser la conservation et la mise à disposition.

Cela accroît le besoin d'affirmer des politiques d'acquisition, à défaut de faire valoir des politiques de revendication.

Les archives privées sont significatives et nécessaires. Elles sont indispensables dans les composantes de la Mémoire et complémentaires aux archives officielles. L'expérience montre que la recherche historique ne se fait plus uniquement à partir d'actes officiels (rapports, résolutions, lettre d'un président, etc.), mais à l'aide de documents de fonds d'archives privées.

Incursion dans l'histoire et présentation des démarches

Autant que l'on puisse en juger, ce sont les Archives cantonales d'Argovie et les Archives fédérales suisses qui paraissent avoir accueilli les premiers fonds d'archives privées peu avant 1850, en 1854, 1883 et 1888⁸. L'intérêt pour les archives privées prend son élan au début du XX^e siècle, le mouvement coïncidant avec la création de dépôts spécialisés dans la collecte d'archives privées d'une seule nature ou d'un seul objet. Ainsi, depuis 1906, les *Archives sociales suisses* («Schweizerisches Sozialar-

chiv»), fondées par Paul Pflüger, rassemblent les archives et la documentation sur l'histoire des mouvements sociaux et des partis politiques. Dès leur origine en 1910, les *Archives économiques suisses* («Schweizerisches Wirtschaftsarchiv») à Bâle, ont eu à la fois un rôle de service de documentation à destination des milieux de l'industrie et de collecte d'archives d'entreprises ayant cessé leurs activités. Au cours de leur histoire, c'est tantôt l'une ou l'autre fonction qui a prédominé.

Le mouvement en faveur des archives privées s'est affirmé de manière forte dès la fin des années 1960. Les *Archives de l'histoire contemporaine* («Archiv für Zeitgeschichte»), créées en 1966 et rattachées depuis 1974 à l'Institut d'histoire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, collectionnent des documentations diverses et des fonds d'archives privées relatives à l'histoire contemporaine suisse depuis 1920. A la collection des manuscrits dont s'occupait la Bibliothèque nationale suisse se sont ajoutées en 1991 les *Archives littéraires suisses*, à la suite de la remise du fonds Friedrich Dürrenmatt. La *Fondation Mémoire éditoriale* a été consti-

Les archives privées sont significatives et nécessaires. Elles sont indispensables dans les composantes de la Mémoire et complémentaires aux archives officielles.

tuée à Lausanne, le 5 mars 1997, pour «mettre en valeur et rendre accessible à chacun, par la publication d'ouvrages et l'élaboration de bases de données informatiques, l'histoire de l'édition sous ses multiples formes et pour susciter avec les maisons d'édition de Suisse romande, voire de toute la Suisse, une forme de synergie qui, à terme, permettrait de coordonner entre elles et les bibliothèques ou centres d'archives existants une politique de préservation du patrimoine écrit.»

Au début des années 1990, une nouvelle forme d'institution est apparue: des associations travaillant selon le modèle du réseau pour faire face à des problèmes d'envergure nationale qu'aucun

organe central ne pouvait prendre en charge. C'est ainsi qu'est créé, le 1^{er} décembre 1995, *Memoriav* pour fédérer les forces autour des archives audiovisuelles. Cette démarche prometteuse a été rendue possible par les nouvelles technologies. Installé à Saint-Imier, le centre de recherche et de documentation, *Mémoires d'Ici* dont la création remonte à 2000, conserve et met en valeur le patrimoine historique et culturel

Au début des années 1990, une nouvelle forme d'institution est apparue: des associations travaillant selon le modèle du réseau pour faire face à des problèmes d'envergure nationale qu'aucun organe central ne pouvait prendre en charge.

du Jura bernois. Il partage des locaux, avec le *Centre jurassien d'archives et de recherche économiques* (CEJARE) et tire des synergies de cette proximité. C'est une fondation financée par les pouvoirs publics qui fixent en contrepartie à l'institution des prestations. Les *Archives de l'histoire rurale*, à l'instar de la *Mémoire éditoriale*, s'appuient sur les institutions publiques pour la conservation des documents dont elles assurent la prospection, l'étude et la valorisation.

La création d'institutions thématiques et spécialisées traduit à l'évidence des lacunes dans les politiques d'intervention des Archives publiques et des besoins spécifiques de la recherche historique et de l'enseignement. On peut légitimement poser la question, selon la formule juridique trouvée et la dépendance administrative affichée, si la dimension de l'exploitation scientifique ne préexiste pas au discours patrimonial et si les modes d'évaluation ne sont pas trop fondés sur les besoins des utilisateurs. L'émergence de ces institutions est liée le plus souvent à la forte personnalité de leur fondateur; elles doivent trouver tôt ou tard de quoi pérenniser leurs missions par un ancrage institutionnel et par l'élargissement des modes de financement.

A ce jour, plusieurs banques de données particulières ont été produites dans le domaine des archives privées. La plus ancienne, ce n'est pas un hasard, concer-

7 Il faut exclure de cette règle les trouvailles archéologiques.

8 Voir notre article «Histoire des Archives en Suisse, des origines à 2005». Gilbert Coutaz, ... *Archivpraxis in der Schweiz*, op. cit., pp. 113–118.

ne les archives familiales⁹; depuis les bases ArCHeco (Archives économiques suisses), fonds privés conservés par l'Archiv für Zeitgeschichte et les Archives sociales suisses, des archives d'architecture, archives sur l'histoire du Mouvement féminin suisse (Fondation Gosteli), des sources de l'histoire rurale (Archives de l'histoire rurale) et Memobase (Memoriav) ont été mises en ligne¹⁰. Nous délaissions volontairement les données qui apparaissent sur les sites des Archives publiques.

A la différence des bibliothèques, il n'existe pas actuellement un réseau qui réunit l'ensemble de ces données et permettent des consultations transversales.

Rôles des Archives publiques

Sauver la mémoire officielle d'un canton ou d'une commune, c'est aussi sauver la mémoire des personnes et des activités qui font l'histoire du canton ou de la commune. L'une ne va pas sans l'autre. Même si la première est prioritaire pour les Archives publiques, elle n'est pas exclusive et suffisante. C'est dans la combinaison de ces deux termes de leurs missions que l'action des Archives publiques est jaugée et que la Mémoire nationale, cantonale ou communale sera renforcée ou affaiblie.

Les Archives publiques peuvent en matière d'archives privées

- être un lieu d'accueil; selon les situations, elles peuvent être secondées par des partenaires qui garantissent la prospection et le rabattement des archives;
- être un pôle de coordination;
- s'inscrire dans un réseau de compétences complémentaires au niveau d'une commune, d'un canton ou sur le plan national, défini par l'ensemble des acteurs¹¹;
- rechercher des partenariats pour le traitement et la diffusion de certains supports d'archives¹².

Les formules peuvent varier, les accords peuvent être modulés selon les situations locales ou régionales. Par contre, quelle que soit la structure choisie, les Archives publiques doivent pouvoir faire reconnaître un certain nombre de contraintes et d'exigences.

Différences entre archives publiques et archives privées

Les archives officielles ne commencent pas une fois qu'elles sont remises à un dépôt d'archives. La grande force des archivistes dans une administration publique est d'avoir une vue d'ensemble de tout le cycle de vie des documents, de fixer des directives et des procédures pour la tenue des archives, leur usage administratif et légal, et de déterminer, d'entente avec les producteurs des archives, le sort final des documents. Les plus récentes lois sur les archives en Suisse postulent que les archives d'une administration publique doivent être obligatoirement proposées à la conservation aux Archives qui sont libres de les accepter ou non.

Autrement dit, le versement des archives officielles se fait par la voie ordinaire, elles suivent un développement linéaire jusqu'à leur transfert dans le dépôt central ou leur élimination.

Les archives privées sont confiées le plus souvent à la conservation définitive, sans qu'elles aient fait l'objet au préalable d'une considération sur leur mode d'élaboration et leur organisation. Selon les modes d'acquisition, elles sont données ou déposées, achetées ou lé-

Sauver la mémoire officielle d'un canton ou d'une commune, c'est aussi sauver la mémoire des personnes et des activités qui font l'histoire du canton ou de la commune.

guées dans l'état que leur détenteur a su leur garder, ou a voulu leur donner. Quand elles entrent dans le domaine public, les archives privées perdent leur lien avec leur contexte, perdent leur relation, le plus souvent déjà lointaine, avec leur producteur. Les conditions de conservation de cette mémoire peuvent faire complètement défaut.

Autrement dit, il s'agit dans la plupart des cas d'archives privées d'évaluer sur ce qui est conservé, et non pas sur ce qui a existé. Les lacunes relevées dans les fonds d'archives privées sont parfois plus parlantes que les informations données par les documents sauvegardés.

Composantes d'une politique d'acquisition des archives privées

Les critères suivants doivent pouvoir être avancés dans toute politique d'acquisition d'archives privées:

Il n'y a pas d'automatisme dans la localisation des fonds d'archives privées, dont le choix principal est le lien avec le territoire concerné. Le type de fonds d'archives et de support des documents est une justification récente pour disposer d'un fonds en faveur d'une institution plutôt qu'une autre.

Les politiques d'acquisition doivent être écrites, affichées et catégoriques¹³. Le prestige ne suffit pas à les justifier,

9 *Repertorium der handschriftlichen Nachlässe in den Bibliotheken und Archiven der Schweiz/Répertoire sommaire des fonds manuscrits conservés dans les bibliothèques et archives de Suisse/Repertorio sommario dei fondi manoscritti nelle biblioteche e negli archivi della Svizzera*, par Anne-Marie Schmutz-Pfister, Berne, 1967 (Quellen zur Schweizer Geschichte, N.F., Abt. IV, Bd. VIII); les fonds privés entrés entre 1967 et 1992 ont été ajoutés à la nouvelle édition (6 954 entrées contre 2 300, 260 propriétaires contre 135 dans la première édition): *Repertorium der handschriftlichen Nachlässe in den Bibliotheken und Archiven der Schweiz.*, 2. stark erw. Aufl., bearb. von Gaby Knoch-Mund, Basel, 1992 (Quellen zur Schweizer Geschichte, N.F., Abt. 4: Handbücher, Bd. VIIIa). Le répertoire est désormais en ligne et mis régulièrement à jour, Bibliothèque nationale suisse, www.nb.admin.ch

10 Voir les sites respectifs de ces institutions par le site de l'Association des archivistes suisses, http://www.vsa-aas.org/Recherche_web.301.o.html?@L=1

11 Le meilleur exemple en Suisse est donné par RéseauPatrimoineS. Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud, www.patrimoine-vaud.ch

12 Ainsi les Archives cantonales vaudoises et les Archives de la Ville de Lausanne collaborent lorsqu'il s'agit de gérer des témoignages sonores et des archives filmiques.

13 Voir à ce sujet l'article suivant de François Burgy. «Archives publiques, archives privées: la politique d'acquisition des Archives de la Ville de Genève».

l'achat devrait constituer une mesure exceptionnelle, la donation le mode privilégié. Les acquisitions en bloc et de fonds clos sont préférables. L'aire d'intervention et les types d'archives doivent être définies et concertées avec d'autres partenaires. Un fonds d'archives, même acquis à titre gracieux, génère inévitablement des coûts financiers de conservation, de conditionnement, d'inventaire et de valorisation. Malheureusement, ils sont souvent omis dans les prestations des institutions, alors qu'ils doivent pouvoir être franchement examinés et décidés. L'enregistrement des fonds doit être systématique et soigneusement établi.

Les critères d'évaluation doivent être transparents et être au besoin discutés avec les détenteurs d'archives. Ils doi-

Les lacunes relevées dans les fonds d'archives privées sont parfois plus parlantes que les informations données par les documents sauvegardés.

vent porter sur ce qui est mémorisable, ce qui est digne d'être mémorisé et sur ce qui est mémorisé. Ils correspondent aux traditions des acquisitions de l'institution, dans la majorité des cas généraliste plutôt que spécialisée, large plutôt qu'encyclopédique. Les originaux et les documents authentiques doivent

être privilégiés, la cohérence, la densité et la couverture temporelle des informations, l'état de conservation, la variété typologique, mais aussi la rareté de certaines natures des documents et leur état conservatoire. L'unité des fonds doit être avancée comme condition préalable au traitement, ce qui n'empêche pas, une fois le travail d'expertise exécuté, de mettre en dépôt une partie des documents sous le contrôle de l'institution en charge du fonds. La provenance des fonds doit être fortement documentée, car elle fait partie de l'histoire de la conservation du fonds et livre des enseignements sur les documents conservés ou ceux qui manquent. Toutes les éliminations doivent faire l'objet d'un bordereau visé par les deux parties.

Les inventaires et les catalogues sont le fondement de toute politique patrimoniale; ils sont les meilleurs protecteurs des fonds d'archives, car non seulement ils renseignent sur leur contenu, mais aussi permettent de fixer des politiques de conditionnement et de contrôle des documents en disposant des évaluations tout à la fois historiques et sanitaires. Ils doivent être rédigés selon les normes internationales de description archivistique¹⁴, qui constituent le cœur du traitement des archives. Ils sont à rédiger rapidement – un calendrier des tâches devrait pouvoir être planifié –, en privilégiant deux éléments fonda-

Les dépôts d'archives ne sont pas des huis clos, ils doivent manifester leurs richesses documentaires et faciliter leur consultation.

teurs des normes: le contexte et le niveau de description (selon les choix opérés, la rédaction de l'instrument de recherche sera plus ou moins longue).

La sécurisation des procédures est garantie par la signature d'une convention, de préférence de donation, qui intervient, selon les pratiques institutionnelles, au moment du transfert ou au terme de la procédure et avec l'assentiment de toutes les parties. Les frais d'inventaire et de conditionnement peuvent être mis à la charge du dona-

teur ou du déposant, ils sont affichés au démarrage de l'opération et payés selon des modalités fixées à l'avance. Les coûts liés au retrait ou à la révocation d'un dépôt d'archives doivent être arrêtés dans leur principe et, au besoin, dans leur ampleur, au moment du paragraphe de la convention.

Les critères de valorisation font également partie des politiques d'acquisition. Ils sont à traiter avec prudence, car il n'est pas possible, dans un dépôt d'archives, de mettre des espaces permanents d'exposition à disposition de fonds d'archives. Il faut plutôt chercher à faire connaître l'existence des fonds d'archives par les canaux de diffusion de l'institution recevante, la plupart du temps par leur site, et en sollicitant l'appui des milieux de la recherche. Les dépôts d'archives ne sont pas des huis clos, ils doivent manifester leurs richesses documentaires et faciliter leur consultation¹⁵. «C'est un juste retour sur investissement!»

Penser de nouvelles formes de collaboration

La collecte des archives privées doit s'inscrire nécessairement dans un réseau et dans une volonté de coordination des efforts.

Tout en laissant les dépôts d'archives thématiques ou spécialisés agir selon le type d'archives, il ne faut pas pour autant rechercher, du point de vue des Archives publiques, le regroupement physique de toutes les natures d'archives privées à un endroit, selon une clef de répartition décidée sur le plan suisse et par un groupe d'intérêt. Certes il faut contourner le handicap du fédéralisme et la défense de prés carrés. Mais, à la centralisation il faut opposer les mises en réseau, ou les passerelles entre les réseaux, des richesses documentaires accumulées dans les institutions, ainsi qu'une charte des prestations en matière d'archives privées suivie par tous les acteurs.

L'organisation du réseau doit tenir compte tout à la fois des savoirs accumulés et des ressources à disposition. Elle doit permettre le rapprochement des fonds d'archives physiquement éloignés et la recombinaison des lo-

14 ISAD (G): Norme générale et internationale de description archivistique; ISAAR-CPF: Norme internationale sur les notices d'autorité utilisées pour les archives relatives aux collectivités, aux personnes ou aux familles, et bientôt ISAF: Normes internationales pour les fonctions/activités des collectivités.

15 Quand l'Association des archivistes suisses pourra publier un tel ouvrage, *Archives privées un patrimoine méconnu. Petit guide à l'usage des propriétaires*, Paris, Association des archivistes français, Section «Archives départementales», 2005, 46 pp. ? Les Archives fédérales suisses ont fait paraître un fascicule qui détaille tous les processus du traitement des archives privées, sous la plume de Gaby Knoch-Mund. *Privatarchiv im Schweizerischen Bundesarchiv. Übernahme und Erschliessung*, Bern, 2004, 23 S.

giques et des ensembles que le temps, les volontés des donateurs et les pratiques institutionnelles ont séparés.

Des ententes entre institutions peuvent intervenir pour faciliter la remise de fonds d'archives, surtout lorsque les supports d'information exigent des connaissances techniques et des

Les fonds d'archives doivent être replacés au centre de la réflexion, et non, suivant des principes trop souvent répandus, éclatés en fonction de leur support (enregistrements sonores, photographies), ou de leur appartenance aux collections spéciales (imprimés, affiches, partitions, manuscrits).

moyens lourds de traitement. A ce titre, il est souhaitable que les spécialisations de la conservation et du traitement soient intégralement couvertes et centralisées en Suisse.

Il est important de nouer des contacts avec tous les acteurs du patrimoine, en leur expliquant les objectifs des acquisitions et en les impliquant d'une façon ou d'une autre dans le mouvement général de l'acquisition. En ce sens, les antiquaires qui sont souvent les premiers informés sur l'existence de documents privés doivent pouvoir être insérés dans le partenariat, en engageant chaque partie à une collaboration intelligente bien comprise et confiante.

Enfin, les disparités professionnelles dans le traitement des fonds d'archives ont été relevées à plusieurs reprises dans la littérature¹⁶. Il est impératif que les pratiques d'inventaire des archivistes inspirent celles des bibliothécaires et des conservateurs de musée, en livrant les notions de contexte, de niveau de description et les champs d'analyse, comme celles des bibliothécaires doivent alimenter la réflexion des archivistes en matière de réseau, de signalement, des termes d'indexation, de la récupération de données en ligne et de l'enrichissement des notices descriptives. Les fonds d'archives doivent être replacés au centre de la réflexion, et non, suivant des principes trop souvent répandus, éclatés en fonction de leur

support (enregistrements sonores, photographies), ou de leur appartenance aux collections spéciales (imprimés, affiches, partitions, manuscrits)¹⁷.

Une «mémopolitique» des archives privées?

De notre point de vue, c'est davantage de coordination que de concentration dont la politique envers les archives privées a besoin. Les acteurs et les responsables des institutions doivent pouvoir promouvoir l'harmonisation des pratiques de collecte et de traitement davantage que les formulations individuelles. Le discours normatif et la codification des approches s'imposent d'autant plus que les protocoles d'échanges d'informations et que des convergences de formats de description l'imposent.

La réponse aux acquisitions d'archives privées est avant tout collective et globale, concertée et partagée, claire et réaliste, si on veut lui donner des chances d'être entendue, médiatisée et appliquée. Rapprocher les partenaires ne veut pas dire leur faire perdre leur personnalité ni les amalgamer. Au contraire, cela permet à la fois de renforcer, de légitimer et de rendre visibles les messages de chacun.

A l'inverse, les politiques individualistes sont vouées à l'échec sur le plan professionnel et dans des lignes de défense financière.

La création de pôles d'excellence paraît davantage ressortir des dépôts thématiques et spécialisés que de l'attribution de nouvelles et exclusives responsabilités aux institutions publiques. Il est plus important de s'entendre sur des prestations communes et des comportements similaires dans les politiques d'acquisition que de rechercher l'accaparement des archives. Selon le degré d'expertise, il vaut mieux mutualiser les ressources. Ainsi quel que soit le point d'entrée, les archives privées reçoivent les mêmes attentions, sont évaluées et sélectionnées selon les mêmes critères et assurées d'être traitées, les dépôts spécialisés ou thématiques se fondant alors dans le réseau des institutions comme des interlocuteurs nécessaires et compétents.

Une politique de la mémoire en Suisse doit affirmer ses atouts fondamentaux face aux volontés des autorités de réduire les espaces d'intervention des Archives publiques et aux difficultés financières.

Autrement dit, il vaut mieux mobiliser l'ensemble des institutions patrimoniales de statut public et privé autour d'objectifs, les solidariser dans leurs missions respectives, tout en affirmant leurs prestations communes au service d'une mémoire collective. Les approches hiérarchiques et pyramidales, formulées par quelques-uns, sont le plus souvent trop catégoriques et irréalistes. Il faut leur substituer une démarche transparente, de grande ouverture et à laquelle le plus grand nombre peut consentir à s'associer. Le projet de déclaration en faveur des archives privées, en cours d'élaboration dans le groupe d'intérêt ad hoc de l'Association des archivistes suisses, devrait permettre d'atteindre la première étape de cette démarche vers un consensus général.

contact:

gilbert.coutaz@vd.ch

www.vd.ch/archives-cantoniales

16 Voir le relevé des principes antagonistes entre les deux professions par Illner, Eberhard. «Probleme der Nachlasserschliessung». Angelika Menne-Haritz (Hrsg.), *Archivische Erschliessung – Methodische Aspekte einer Fachkompetenz. Beiträge des 3. Archivwissenschaftlichen Kolloquiums der Archivschule Marburg*, Marburg, 1999, S. 95–107 (Veröffentlichungen der Archivschule Marburg. Institut für Archivwissenschaft, Nr. 30) et *Manuel du patrimoine en bibliothèque*, sous la direction de Raphaële Mouren, Paris, Electre-Éditions du Cercle de la Librairie, 2007, p. 224 («Collection Bibliothèques»).

17 Un exemple très réussi de l'assimilation des pratiques professionnelles en matière de description d'archives est donné par le *Répertoire des fonds archivistiques de la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds pour une utilisation des sources écrites, iconographiques et audiovisuelles*, par Sandrine Zaslavsky, avec la collaboration de Jacques-André Humair, Sylvie Béguelin et Christine Rodeschini, La Chaux-de-Fonds, Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds, 2007, 182 pp.

Archives publiques, archives privées: la politique d'acquisition des Archives de la Ville de Genève

François Burgy

Archiviste adjoint de la Ville de Genève

Les archives privées aux AVG

Lors de leur création en 1986, les Archives de la Ville de Genève (AVG) ont reçu pour tâche de collecter, traiter et mettre à disposition les archives produites par les autorités de la Ville et par l'Administration municipale. L'acquisition de fonds d'archives d'origine privée n'était alors pas évoquée, ce qui n'a toutefois pas empêché, au gré des contacts et des sollicitations, l'arrivée de fonds de personnes, d'associations, d'organismes parapublics et d'entreprises.

En vingt ans d'existence, les AVG se sont ainsi dotées d'un ensemble riche et variés de fonds d'archives privées, qui représente en volume environ 8% du total des fonds conservés. Ces fonds sont le plus souvent de taille modeste (de quelques centimètres à quelques mètres linéaires), même si quelques-uns sont d'une dimension nettement plus importante, comme le fonds des Ateliers de Sécheron (41 m.l.) ou celui du Grand Théâtre (35 m.l.).

Constitué avec la volonté de compléter les fonds d'archives provenant de la Ville elle-même, cet ensemble a ainsi conservé une cohérence générale; mais il comprend aussi quelques éléments plus hétéroclites. De plus, dans quelques rares cas, les AVG ont été amenées à accepter des dépôts de fonds privés assortis de conditions problématiques, au point de devenir un réel obstacle à la consultation des documents.

1 Archives de la Ville de Genève: *Politique d'acquisition*, mars 2005, p. 2.

2 *Ibid.*, p. 2.

Une approche plus rationnelle de l'acquisition de fonds privés devait permettre non seulement d'éviter que ce genre de situation ne se reproduise, mais aussi de mieux tenir compte de l'environnement dans lequel les AVG collectent les fonds d'archives privées. D'autres institutions genevoises sont elles aussi actives dans ce domaine, en particulier – mais pas uniquement – les Archives d'Etat de Genève (AEG) et le Département des manuscrits de la Bibliothèque de Genève (BGE).

La politique d'acquisition, de la conception à l'adoption

En 2004, les AVG ont décidé de se doter d'une politique d'acquisition afin de concrétiser cette approche plus rationnelle de l'acquisition des archives privées, et plus largement de la fonction d'évaluation et de sélection dans son ensemble. Une politique d'acquisition peut être définie comme «un instrument de gestion archivistique qui détermine le cadre dans lequel doivent être prises les décisions d'évaluation et d'acquisition des archives»¹.

En faisant le choix de cet instrument, les AVG ont voulu se donner les moyens d'atteindre les objectifs suivants:

- permettre des décisions rationnelles en matière d'évaluation et d'acquisition d'archives;
- assurer la continuité dans l'évaluation et l'acquisition des archives, dès lors qu'elles peuvent être effectuées par différentes personnes;
- fonder l'acceptation ou le refus de fonds d'archives privées;
- faciliter la coopération avec les autres institutions impliquées dans la collecte et la conservation du patrimoine archivistique genevois;
- faire connaître le cadre intellectuel et l'action des Archives de la Ville en matière d'évaluation et d'acquisition d'archives, aux autorités et à l'Admi-

nistration municipale, au public usager ou non des Archives de la Ville, comme aux personnes susceptibles de confier des fonds d'archives privées aux Archives de la Ville;

- permettre de tenir compte au mieux des moyens humains, financiers et matériels à disposition des Archives de la Ville dans la gestion des acquisitions.²

Pour des Archives publiques, telles que les AVG, se pose la question de la portée de la politique d'acquisition. Doit-elle ne concerner que les acquisitions d'archives privées ou doit-elle également

Une politique d'acquisition peut être définie comme «un instrument de gestion archivistique qui détermine le cadre dans lequel doivent être prises les décisions d'évaluation et d'acquisition des archives».

inclure les archives publiques, qui entrent aux Archives par versement? C'est souvent la première solution qui est choisie, considérant que les modalités de sélection et d'acquisition des fonds publics sont établies par la législation et la réglementation archivistiques, et qu'une politique d'acquisition ferait dès lors double emploi.

On peut cependant objecter que, parfois, la législation s'en tient à des notions très générales voire qu'elle laisse subsister des lacunes. Mais c'est un autre argument qui a conduit les AVG à faire le choix d'inclure les deux types de fonds dans leur politique d'acquisition: cela permet de manifester clairement l'articulation entre l'évaluation et l'acquisition des archives publiques d'une part et celles des archives privées d'autre part. Pour des archives publiques, l'acquisition de fonds privés ne

saurait en effet se concevoir séparément de l'acquisition des fonds publics³.

Après une exploration de la littérature professionnelle et une navigation sur le web à la recherche d'exemples, un premier projet de politique d'acquisition a été rédigé. Il a ensuite connu plusieurs versions et fait l'objet d'une large consultation, tant au sein de la Ville de Genève qu'auprès des organismes actifs dans la collecte d'archives privées. Les remarques et suggestions reçues ont contribué à la rédaction d'une ultime version. Celle-ci a été soumise à l'exécutif de la Ville, le Conseil administratif, qui l'a adopté lors de la séance du 2 mars 2005, lui conférant valeur officielle.

Contenu de la politique d'acquisition

Sans entrer dans le détail de tous les éléments qui composent la politique d'acquisition des AVG⁴, il convient d'en mettre quelques-uns en lumière:

- Elle indique la référence des textes qui lui servent de fondement, en premier lieu la législation genevoise sur les archives et sur la transparence administrative⁵, cadre légal de l'activité des AVG. Elle donne également le texte de la mission qu'exercent les AVG dans ce cadre légal. La rédaction de la politique d'acquisition a par ailleurs été l'occasion d'une nouvelle rédaction de cette mission, mentionnant la collecte des archives privées⁶.
- Les différents modes d'acquisition sont définis: versement, don, legs et dépôt⁷. Il est précisé que dons et dépôts nécessitent la rédaction d'une convention qui en fixe l'objet et les conditions.
- Pour les fonds d'archives publiques, les priorités d'acquisition sont les documents produits ou reçus par les autorités, les documents qui prouvent des droits et ceux qui témoignent des processus de décision. L'application de ces décisions doit également être documentée, mais de façon sélective.

La partie consacrée aux archives privées est la plus développée (6 pages contre 2 pour les archives publiques). Cela tient au fait que le cadre de l'évaluation

et de la sélection des archives privées est techniquement plus complexe, et pas ou peu défini dans la législation. Là aussi certains éléments méritent d'être soulignés:

- Le principe de coopération est vigoureusement affirmé, en conformité aux règles de la déontologie professionnelle: «les Archives de la Ville de Genève favorisent toujours la collaboration avec les autres institutions actives à Genève dans la collecte du patrimoine archivistique»⁸. Ces institutions sont nommément citées: Archives d'Etat de Genève (AEG), Bibliothèque de Genève (BGE), Bibliothèque musicale, Centre d'iconographie genevoise (CIG), Archives – heureusement toujours vivantes – du défunt Institut universitaire d'architecture, CRIÉE (Communauté de recherche interdisciplinaire sur l'éducation et l'enfance), Archives de la vie privée.
- En conformité avec le principe de provenance, les AVG s'opposent à la dispersion ou au démembrement des fonds privés et s'efforcent d'y faire renoncer les détenteurs qui envisageraient une telle action.
- Une clause d'urgence prévoit que les AVG peuvent accepter le don ou le dépôt d'un fonds d'archives privées qui aurait mieux sa place dans une autre institution, pour autant que ce fonds ne soit proposé qu'aux AVG, qu'il présente un intérêt suffisant et surtout qu'«un refus empêcherait durablement l'accès du public à ce fonds ou entraînerait sa destruction»⁹. Ces conditions sont cumulatives et le recours à cette clause devrait demeurer tout à fait exceptionnel.
- Les priorités et les limites d'acquisition en matière d'archives privées sont énumérées. Elles sont déterminées en tout premier lieu par le lien que peuvent avoir les organismes ou les personnes producteurs avec la Ville de Genève, ses domaines d'activités ou son territoire. Parmi les priorités d'acquisition des AVG on peut citer les archives d'associations subventionnées par la Ville, les archives d'anciens magistrats, les archives d'associations actives dans les domaines de la musique ou du sport. En revanche, à titre d'exemple, les AVG renoncent à acquérir les archives

d'organismes liés au Canton, les archives d'écrivains, de théologiens ou d'architectes, qui trouveront mieux leur place respectivement aux Archives d'Etat, à la Bibliothèque de Genève ou aux Archives de l'Institut universitaire d'architecture.

- Les AVG favorisent les dons plutôt que les dépôts. Des conditions particulières sont liées à la conclusion d'une convention de dépôt, telle la mention des conditions d'une éventuelle révocation ou l'inclusion d'une clause prévoyant la transformation du dépôt en don au terme d'une certaine période.
- Aux priorités et limites d'acquisition viennent s'ajouter des critères particuliers d'acceptation ou de refus de don ou de dépôt, tels que l'organisation interne du fonds, son état de conservation, les liens qu'il pourrait avoir avec d'autres fonds d'archives ou des collections d'imprimés, l'accessibilité immédiate des documents ou au contraire l'exigence de délais de consultation injustifiés, ou encore la facilité ou non d'identifier les détenteurs de la propriété intellectuelle des documents.

3 Voir à ce sujet l'article précédent de Gilbert Coutaz, «Archives publiques, archives privées: des solidarités nécessaires».

4 Elle peut être consultée en ligne sur le site des AVG (<http://www.ville-ge.ch/archives/>), rubrique Présentation, sous-rubrique Politique d'acquisition.

5 Loi sur les archives publiques (LArch) du 1^{er} décembre 2000; Loi sur l'information du public et l'accès aux documents (LIPAD) du 5 octobre 2001.

6 «[Les Archives de la Ville de Genève ont pour mission de] recevoir et conserver des fonds d'archives d'origine privée en relation avec l'histoire de la Ville de Genève, indispensables compléments aux archives publiques», Archives de la Ville de Genève: *Politique d'acquisition*, mars 2005, p. 3. La nouvelle formulation de la *Mission des Archives de la Ville de Genève* a également été adoptée par le Conseil administratif le 2 mars 2005.

7 Les achats n'ont pas été pris en compte, les AVG ne disposant d'aucun budget pour acheter des archives.

8 Archives de la Ville de Genève: *Politique d'acquisition*, mars 2005, p. 8.

9 *Ibid.*, p. 9

Bilan actuel

Dès son adoption, la politique d'acquisition a été mise en ligne sur le site des AVG et elle a fait l'objet depuis lors d'une large diffusion, tant à l'intérieur de l'Administration municipale auprès de nos interlocuteurs dans les services, qu'à l'extérieur auprès des usagers et des donateurs et déposants potentiels.

Depuis plus de deux ans, elle joue pleinement son rôle dans notre pratique de l'évaluation et de l'acquisition. Elle s'est imposée comme notre référence et comme un instrument indispensable lorsque nous évaluons, que ce soit en établissant le calendrier de conservation d'un service ou lorsque, en l'absence d'un tel calendrier, nous allons sur place sélectionner les dossiers.

Elle est également référence et instrument indispensable lorsque, sollicités par des personnes qui nous proposent des fonds d'archives privées, nous de-

vons fonder notre décision d'accepter ou de refuser et, dans ce dernier cas, orienter nos interlocuteurs vers d'autres institutions mieux aptes à accueillir ces fonds.

Si le bilan que nous pouvons tirer de l'adoption de la politique d'acquisition des AVG est très largement positif, il contient aussi un petit bémol. Destinée à la fois à un public d'archivistes et à un public de non spécialistes – les usagers,

Une politique d'acquisition n'est pas un instrument figé.

les donateurs et déposants potentiels – elle a été cependant conçue prioritairement en fonction des premiers. Ses 15 pages peuvent sembler bien indigestes aux profanes. Dans la perspective de corriger le tir et d'inclure la politique d'acquisition dans une forme de com-

munication davantage tournée vers le grand public, deux pistes sont actuellement explorées: la rédaction d'une politique d'acquisition «allégée» et l'inclusion sous une forme simplifiée de ses dispositions dans un document de présentation des AVG à l'intention des futurs donateurs et déposants.

Une politique d'acquisition n'est pas un instrument figé. Aussi est-il prévu dans la politique d'acquisition elle-même de procéder à une révision tous les quatre ans. Au vu du bon fonctionnement actuel, il n'a pas été nécessaire d'avancer ce délai et la révision aura lieu comme prévu en 2009. Nous espérons que d'ici là d'autres services d'archives de Suisse, convaincus à leur tour de son utilité et de sa nécessité, se seront dotés d'une politique d'acquisition.

contact:

francois.burgy@ville-ge.ch
www.ville-ge.ch/archives

Archive – Bibliotheken – Museen: Vernetzte Gedächtnisse mit Zukunft?

Andrea Voellmin
Staatsarchivarin Kanton Aargau

Alle drei Institutionen sammeln, bewahren, erforschen und vermitteln Kulturgut. Wie gut ist ihre Vernetzung im Zeitalter des World Wide Web? Und wo hat das Gedächtnis Lücken?

Neue Anforderungen der Überlieferungsbildung für Archive, Museen und Bibliotheken

Der VSA-AAS hat Ende 2006 eine *Denkgruppe Überlieferungsbildung* einberufen. Die Gruppe soll den Vorstand bei der Definition einer umfassenden Strategie zur Sicherung und Koordina-

tion einer staatlichen und nicht-staatlichen Überlieferungsbildung beraten. Die Dokumentation staatlichen Handelns – zur Rechtssicherung und zur demokratischen Rechenschaftsablegung ist und bleibt die erste Aufgabe der Archive von Gemeinwesen. Aber der Staat ist nicht alleiniger Gestalter der gesellschaftlichen Entwicklung: wirtschaftliche Unternehmungen, Kirchen, Vereine, Verbände sowie Bewegungen tragen mit ihren Aktivitäten zum Wandel der Gesellschaft bei.

Verstehen wir Überlieferungsbildung als eine Dokumentation der prägenden Einflüsse jeden Zeitalters, gilt es zu fragen, wie die nicht-staatliche Überlieferung gesichert und verwahrt werden soll. Dies insbesondere in einer Zeit, in der Meldungen über Firmenschliessungen, -verkäufe ins Ausland und Fusionen von traditionsreichen Firmen alltäglich geworden sind.

Die Denkgruppe soll Standpunkte und Lösungsansätze zum Thema «Archive und Memopolitik» mit Beiträgen in *arbido* und einer Fachtagung zur Diskussion stellen. Ein Lösungsansatz stellt die Zusammenarbeit von Archiven mit Museen und anderen I+D-Institutionen dar.¹

Der folgende Beitrag thematisiert die Gemeinsamkeiten und Unterschiede von Staatsarchiv, Kantonsbibliothek und Museum Aargau. Ausgehend von Erfahrungen im Kanton Aargau soll nach neuen Formen der Zusammenarbeit gefragt werden.

Staatsarchiv und Kantonsbibliothek

Mit der Kantonsgründung 1803 erhielt ein Registrator die Aufgabe, das Archiv des Regierungsrates und des Grossen Rates zu führen. Im Gründungsjahr erwarb der Kanton auch die Zurlaubenbibliothek, eine der grössten noch er-

1 Das Mandat dieser Denkgruppe findet sich im Jahresbericht 2005, 25 (unter http://www.vsa-aas.org/uploads/media/rapport_2005.pdf)

haltenen schweizerischen Familienbibliotheken des 18. Jh. und machte sie zum Grundstein der Aargauischen Kantonsbibliothek.

Erst nach wiederholten Umzügen innerhalb von Regierungs- und Grossratsgebäude und erneuter Platznot gelang es 1953, das Projekt eines Neubaukomplexes für Kunsthaus, Kantonsbibliothek und Staatsarchiv in Angriff zu nehmen, der 1959 bezogen wurde.² 1998 wurde das Staatsarchiv in das neue Verwaltungsgebäude des Baudepartements ausquartiert, nachdem dort Kulturgüterräume für die Magazine der inzwischen auf 8 Laufkilometer angewachsenen Archivbestände bereitgestellt worden waren. Der Bücherturm der Kantonsbibliothek war aufgestockt worden und das Aargauische Kunsthaus konnte 2003 mit einem Erweiterungsbau endlich wieder Stücke seiner Sammlung zeigen.

Die Leitung des Staatsarchivs und der Kantonsbibliothek verlief phasenweise getrennt und in Personalunion. Seit 1967 sind die beiden Institutionen organisatorisch getrennt und gehörten der Staatskanzlei und dem Erziehungsdepartement an. Während die Aargauische Kantonsbibliothek eine Sektion der Abteilung Kultur im heute benannten Departement Bildung, Kultur und Sport ist, wurde das Staatsarchiv 2005 als unselbständige öffentlich-rechtliche Anstalt der Abteilung Kultur zugewiesen.

Das Aargauische Gesamtmuseum 1895

Ein Meilenstein in der Geschichte der Bewahrung von kulturellem Erbe stellte das Aargauische Gesamtmuseum dar, das Ende 19. Jahrhundert innerhalb weniger Jahre realisiert worden war. Einzig das naturhistorische Museum, das im ehemaligen Casino untergebracht war, hatte bis dahin seinen Beständen einen würdigen Rahmen zu bieten vermocht. Alle anderen Sammlungen waren behelfsmässig untergebracht. Die Initiatoren der Mittelschweizerisch Geographisch-Commerciellen Gesellschaft, welche eben mit grossem Erfolg ein ethnologisches Museum gestartet hatten, luden zu einem Treffen ein. Hermann Brunnhofer, dem damaligen Kantonsbibliothekar und Präsidenten der Mittelschweizerischen Geographisch-Commerciellen

Gesellschaft, war klar, dass für dieses Problem der Kanton einzubeziehen sei. Da er die Schaffung von je einzelnen Spezialmuseen als unrealistisch beurteilte, schlug er ein «Gesamtmuseum» vor, das die verstreuten Sammlungen aufnehmen sollte. Da alle seit der Kantonsgründung aufgebauten Sammlungen unter ungenügenden räumlichen Verhältnissen litten, gelangten die Träger dieser Sammlungen (Kunstverein, Historische Gesellschaft des Kantons Aargau, Handwerker- und Gewerbeverein, Kaufmännische Gesellschaft sowie die Mittelschweizerische Geographisch-Commercielle Gesellschaft) 1887 mit einer gemeinsamen Eingabe an den Regierungsrat, ein solches Gesamtmuseum zu planen. Der Regierungsrat nahm die Idee auf und schlug dem Grossen Rat die Schaffung eines Aargauischen Gewerbemuseums vor, welches bereits 1895 in der Nähe des Bahnhofs in Aarau eröffnet wurde.³

Das Gewerbemuseum, als Bildungsanstalt und Museum konzipiert, enthielt folgende Schulen: Die Handwerkerschule für Lehrlinge der Industrie und des Gewerbes, die Frauenarbeiterschule, eine Malschule für Dekorationsmalen und die Fachschule für Holz- und Bautechnik. In den Museums- und Sammlungsräumen befanden sich die gewerbliche Bibliothek mit Muster- und Modellsammlung, die Aargauische Kunstsammlung, das Aargauische Antiquarium und die ethnologische Sammlung.

Verstehen wir Überlieferungsbildung als eine Dokumentation der prägenden Einflüsse jeden Zeitalters, gilt es zu fragen, wie die nicht-staatliche Überlieferung gesichert und verwahrt werden soll.

Die Bildungs- und Museumsanstalt durchlebte in der Folge unterschiedliche Entwicklungsstadien. Das Gebäude erwies sich schon bald als zu klein für alle ihm zugedachten Aufgaben. Nach der Verlagerung der Haupttätigkeit des Gewerbemuseums in den Schulbereich und zur Lehrlingsausbildung wurden die Trägerschaft und die

Eigentumsverhältnisse zwischen Stadt und Kanton 1958 entflochten und neu geregelt: die Stadt übernahm die Gewerbeschule und errichtete dazu einen Neubau, die Bauschule und die Frauenarbeiterschulen verblieben in den Räumlichkeiten des Gewerbemuseums als Kantonale Schule für Berufsbildung. Die Kantonsschule wurde fortan ganz vom Kanton getragen.

Die oben beschriebene Aufgabenentflechtung und die Errichtung von weiteren kantonalen Institutionen führten ab 1958 zu einer Ausquartierung der im Kantonalen Gewerbemuseum beherbergten Sammlungen. Die Archäologischen Bestände kamen ins 1912 erbaute Vindonissa-Museum Brugg. Die mittelalterlichen und neuzeitlichen Sammlungsgegenstände kamen ins neue kantonale Museum auf Schloss Lenzburg, das 1956 vom Kanton erworben worden war. Die Kunstsammlung kam in den 1959 eröffneten Gebäudekomplex mit Kantonsbibliothek, Staatsarchiv und Kunsthaus. Die Münzsammlung kam erst ins Staatsarchiv und wurde 1983 ins Vindonissamuseum und das Kantonale Museum transferiert. Die Gewerbebibliothek wurde in die Kantonsbibliothek integriert, die Muster- und Modellsammlung und das Fotomuseum wurden auf dem Estrich des Regierungsgebäudes zwischengelagert. Die Naturkundliche Sammlung, die gar nie ins Gewerbemuseum gelangt war, verblieb erst im Casinogebäude und wurde ab 1922 im neu gegründeten Natur- und Heimatmuseum neben dem Gewerbemuseum gezeigt. 2002 wurde dort das um einen Neubau erweiterte Naturama eröffnet.⁴

Fassen wir zusammen: Aus privater Initiative von Berufsleuten und Amateuren entstanden, suchten die erfolgreich wachsenden Sammlungen von

2 Piroska Máthé, Vom Pergament zum Chip. Kulturgüter im Staatsarchiv Aargau, Aarau 2003, S. 13–14.

3 Hg. Schürpf Markus, Fernschau.Global, Ein Fotomuseum erklärt die Welt (1885–1905), Baden 2006, S. 15.

4 Vgl. Hg. Schweizerische Bauschule Aarau, Aargauisches Gewerbemuseum 1895–1995, Eine Idee und was daraus geworden ist, Schöftland 1995. Aargauer Museen, Hg. Aargau Tourismus, Brugg Effnerhof 2003.

Kulturgütern immer mehr Raum. Mit den neuen Häusern wurde oft ein neues Sammlungskonzept entworfen und die Trägerschaft musste erweitert werden. Ausser bei Staatsarchiv und Kantonsbibliothek, welche immer Teil der kantonalen Verwaltung gewesen waren, verstärkte sich das Engagement des Kantons bei den anderen Kulturinstitutionen immer mehr. Mit der laufenden Revision des Kulturgesetzes soll noch ein Schritt weiter getan werden, in dem eine gesetzliche Grundlage zur Unterstützung von nichtkantonalen Kulturinstitutionen von kantonalen Einrichtungen von kantonalen Bedeutung geschaffen werden soll.⁵

In den neuen Häusern der Kulturinstitutionen fand eine Professionalisierung aller Tätigkeiten statt. Diese Entwicklung der Differenzierung und Professionalisierung stellt unbestreitbar einen grossen Gewinn für die Sammlung, Erhaltung, Erforschung und die Vermittlung des kulturellen Erbes dar. Andererseits hat die Differenzierung auch Abgrenzungen der Häuser und der in ihrer Profession geübten Berufsleute zur Folge, die es für den Weg in die Zukunft zu überwinden gilt.

Gemeinsamkeiten und Unterscheidungen von Bibliothek, Archiv und Museum

Alle drei Institutionen bewahren wachsende Sammlungen und tragen deshalb auch immer die vorhergehenden Sammlungskonzepte in sich. Im Zeitpunkt der Entflechtung wurden Entscheide getroffen, die aus heutiger Sicht nicht immer überzeugen. Aber es ist eine ständige Aufgabe, das Sammlungskonzept zu überprüfen und entsprechende Entwicklungsschwerpunkte und Prioritäten zu setzen, im Wissen um die Geschichte der Institution und aufgrund der Analyse der Umfeldentwicklung und der Zukunftsperspektiven.

Die Kernaufgaben der Institutionen sind klar unterscheidbar:

Die *Kantonsbibliothek* sammelt, archiviert Publikationen und audiovisuelle Medien von aargauischen Autorinnen, Autoren und Verlagen sowie

Diese Entwicklung der Differenzierung und Professionalisierung stellt unbestreitbar einen grossen Gewinn für die Sammlung, Erhaltung, Erforschung und die Vermittlung des kulturellen Erbes dar. Andererseits hat die Differenzierung auch Abgrenzungen der Häuser und der in ihrer Profession geübten Berufsleute zur Folge, die es für den Weg in die Zukunft zu überwinden gilt.

Publikationen über aargauische Themen und stellt diese dem Publikum zur Benutzung zur Verfügung.

Das *Staatsarchiv* stellt als zentrales Archiv die dauerhafte Dokumentation der Entwicklung des Kantons sicher, in dem es die nicht mehr verwendeten Unterlagen der kantonalen Behörden und Verwaltungsstellen übernimmt, erschliesst und sie nach Ablauf der Schutzfristen für die Bedürfnisse des Staates, der Wissenschaft und der Öffentlichkeit zugänglich macht.

Das *Museum Aargau* sammelt gemäss einem Sammlungskonzept Objekte, die eine Ergänzung zum bestehenden Sammlungsgut bilden oder für die Geschichte des Kantons Aargau bedeutsam sind. Es bewahrt die Objekte, die nicht in den Ausstellungsräumen gezeigt werden, im Depot und erforscht die Objekte, um sie zu dokumentieren. Neben den historischen Sammlungen unterhält das Museum Aargau die beiden Schlösser Lenzburg und Hallwyl mit Dauer- und Sonderausstellungen.⁶

Alle drei Institutionen bilden eine wachsende Sammlung, bewahren sie, erforschen sie und machen sie auf unterschiedliche Weise zugänglich über Ausleihe, Akteneinsicht und Ausstellungen.

Wenn auch die Kernaufgaben klar sind (scheinen), dann wird doch die konkrete Abgrenzung oft unterschiedlich vorgenommen. So hat das Staatsarchiv auch eine Bibliothek und übernimmt mit den Archiven von privater Herkunft

auch Material aus nicht-staatlicher Provenienz. Das Archiv führt eine Grafik-, Siegel-, Foto- und Wappensammlung.

Die Kantonsbibliothek beherbergt die literarischen Nachlässe und erschliesst mit den Handschriften der Zurlaubiana, einem Teil der Zurlaubenbibliothek, eigentlich ein Archiv.

Das Museum Aargau hat auch eine Bibliothek und erhält mit den materiellen Zeugnissen Dokumentationen, die sich zu Archiven auswachsen können.

Ganz im Sinne der Werbung der verschiedenen Träger des öffentlichen Verkehrs – «Ich bin auch ein Tram, sagt das Schiff» – könnte das Museum behaupten: «Ich bin auch eine Bibliothek und ein Archiv». Bei den lokalen Museen trifft dies oft zu, wo die drei Bereiche unter einem Dach aufbewahrt und vom gleichen Personal betreut werden.

Die Gemeinsamkeiten insbesondere von Museum und Archiv bilden ein Potential für die Zusammenarbeit. So meint Wolfgang Weber, welcher den Vorarlberger Archivtag unter das Thema: «Archive und Museen, Annäherung an zwei Kulturproduzenten» stellte, dass eine Verknüpfung von Archiv- und Museumsarbeit aus ökonomischer Perspektive Sinn mache, weil dadurch Synergien gebündelt werden, und sie mache diskursiv Sinn, denn beide, Archiv und Museum, seien Teile des kollektiven Gedächtnisses einer Gesellschaft. «Sie verwahren die Bausteine, aus denen eine Gemeinschaft in einem ständig wechselnden Prozess Identität bildet. Archive und Museen stiften

Die Gemeinsamkeiten insbesondere von Museum und Archiv bilden ein Potential für die Zusammenarbeit.

nicht nur Erinnerung, sie verwahren auch Erinnerung.»⁷ Zum Austausch und zur Annäherung der Tätigkeit verweist er auf die Systematisierung der Erinnerungsbausteine in beiden Institutionen: «Zur Systematisierung dieser Erinnerung bedienen sich Museen jener Instrumente, die Generationen von Archivaren seit Einführung der Schriftlichkeit vor vielen Jahrhunderten bei der Sicherung und Bewahrung von zentralen Dokumenten für die Rechtssicherheit einer Gesellschaft entwi-

5 Vgl. Zusammenfassung im Entwurf Normkonzept zur Revision Kulturgesetz vom 5. Juli 2007.

6 www.ag.ch/museumaargau/de/pub/historische_sammlung/hinter_den_kulissen, 6.8.2007

7 ebenda, S. 9.

ckelten: Sie erfassen und erschliessen ihre Realien und archivieren sie für eine zukünftige Verwendung z.B. im Rahmen von Ausstellungen, aus denen regionale und nationale Identitäten gewonnen werden. So verfügt jedes Museum über sein eigenes Archiv – und Archive produzieren immanente Museen, indem sie ihre Realien, nämlich die in Ausübung menschlicher Tätigkeit erzeugten schriftlichen Überlieferungen, diesen gleich dahingehend musealisieren, dass sie sie für eine zukünftige Nutzung erschliessen, verwahren und verwalten.»⁸

Die Gemeinsamkeit und Verbindung von Archiven und Museen findet ihren Niederschlag auch im Selbstverständnis der beiden internationalen Dachorganisationen dieser zwei Kulturproduzenten. Der International Council on Archives (ICA) wie auch der International Council of Museums (ICOM) verstehen Archive bzw. Museen als öffentliche Einrichtungen, an denen bewahrt und erforscht und Identität für die jeweilige Gesellschaften erzeugt wird.

Erste Schritte der Zusammenarbeit

Das Museum Aargau lud 1999 mit dem Historischen Museum Baden Interessierte zu einer Open-Space-Tagung ein, um über das Sammlungskonzept für die Geschichte des 20. Jahrhunderts gemeinsam nachzudenken und Lösungen zu entwickeln. Das Museum Aargau arbeitete zu dieser Zeit an einem Sammlungskonzept für das 20. Jahrhundert und fand, dass ein Alleingang keine Lösung bringen würde, wie der Einladungstext zeigt: «Aus dem 20. Jahrhundert ergiesst sich eine Objektflut über die Museumsdepots, der nur mit gezielten Konzepten für die Sammeltätigkeit begegnet werden kann. Weder die traditionelle Ausrichtung auf ästhetisch qualitätvolle Gegenstände, noch der Anspruch, Lebenswelten vollständig zu dokumentieren, überzeugen angesichts der immensen Zahl an Gegenständen aus industrieller Serienproduktion, die den Alltag der Menschen des 20. Jahrhunderts bestimmen.»⁹

An einer Folgeveranstaltung wurde eine Firmen- und Branchenliste zusammengestellt, welche für den Aargau relevante Firmen aufführte.

Bronzewarefabrik AG Turgi (BAG):

Eine erste Gelegenheit für ein gemeinsames Sicherungsprojekt von Industriekulturgütern bot sich dem Museum Aargau und dem Staatsarchiv Ende der 1990er Jahre. 1998 veräusserte die BAG Turgi, eine der bedeutendsten Leuchtenfabriken der Schweiz, nach schwierigen Geschäftsjahren einzelne Geschäftszweige und wickelte als BAG Immobilien die Umnutzung des Firmenareals ab. Die 1909 gegründete Firma, welche eine breite Produktpalette von dekorativen Leuchten, technischen Leuchten und Spezialanfertigungen auf Kundenwunsch fertigte, besass ein Firmenarchiv und – fast wäre es vergessen gegangen – ein Gussmodellmagazin mit schätzungsweise 14 000 Gussmodellen. Der Verwaltungsrat der BAG Immobilien initiierte die Übergabe des Firmennachlasses, welche von der BAG-Tochter Huco AG in Münchwilen TG mitgetragen wurde. Das Projekt wurde vom Lotteriefonds des Kantons finanziert und umfasste die Sicherung, Bewertung und Erschliessung der Sachgüter und Unterlagen. Rund 36 Laufmeter umfasste das Firmenarchiv, das als Schenkung und teilweise als Depositum ans Staatsarchiv gelangte; rund 5000 Gussmodelle und zweckverwandte Objekte konnten als Schenkung dem Museum Aargau übergeben werden. In beiden Institutionen stehen das umfassende Inventar und die Dokumentation des Projekts für die Benutzung zur Verfügung.¹⁰

Archiv Haus Sauerländer, Aarau: Eine noch gewichtigere Übernahme zeichnete sich ab, als der traditionsreiche Sauerländer Verlag das Verlagsgeschäft 2001 an die Cornelsen Verlagsholding in Berlin verkaufte und es der Sauerländer Immobilien AG oblag, die Gebäude und das Firmengelände zu veräussern. Über zwei Jahrhunderte und sechs Generationen hinweg hatte das Haus Sauerländer von Aarau aus das Verlagswesen der Schweiz nachhaltig mitgeprägt und galt als einer der bedeutendsten Schweizer Verlage. Damit hat der Betrieb auch ein Stück Aargauer Geschichte im wahrsten Sinne des Wortes mitgeschrieben. Das Sauerländer Firmenarchiv dokumentiert auf einzigartige Weise die Geschichte des Verlagshauses und der Besitzerfamilie



Bild aus dem Archiv Hans Sauerländer, ca. 1960–70.

von der Gründerzeit bis heute. Dazu dokumentiert das Bucharchiv die Produktion des Verlags mit allen produzierten Titeln seit 1830.

Als Schenkung wurde die gesamte Firmendokumentation im Umfang von ca. 700 Laufmetern dem Staatsarchiv und der Aargauer Kantonsbibliothek übergeben.

Aus Anlass der 200-jährigen Geschichte des 1807 gegründeten Verlages haben vier Kulturinstitutionen nun ein gemeinsames Projekt lanciert: Das Forum Schlossplatz, Aarau, wird diesen Herbst eine Ausstellung zu 200 Jahre Sauerländer zeigen, im Stadtmuseum Schlössli in Aarau wird die Industrialisierung der Buchbinderei zum Thema gemacht und die Kantonsbibliothek und das Staatsarchiv wollen mit einer Website das Buch- und Firmenarchiv bekannt machen und einen institutionenübergreifenden Zugang zu den Sauerländer-Beständen im Staatsarchiv und der Kantonsbibliothek an-

8 ebenda, S. 9.

9 Einladung zur Veranstaltung von Historischem Museum Aargau und Historischem Museum Baden: «Geschichte des 20. Jahrhunderts: Wie können Aargauer Museen sie sammeln?» am 13. Oktober 1999 in Lenzburg.

10 Vgl. Astrid Baldinger, Andreas Steigmeier; BAG beleuchtet alles gut. Ein Projekt zur Sicherung von Industriekulturgütern der Leuchtenfabrik BAG Turgi, in: Argovia 114, 2002, S. 187–198.

überzeugen, dass Firmenarchive Teil des öffentlichen Gedächtnisses sind. So kam die Übernahme einer regional tätigen Textilverarbeitungsfirma ans Staatsarchiv nicht zu Stande, obwohl sie von einer Absolventin der Fachhochschule Chur, die mit der Firma verbunden war, gut vorbereitet worden war.

Für die Vernetzung der Gedächtnisse

Als Voraussetzung für die Vernetzung der drei Gedächtnisse ist erst einmal die Bereitschaft zu nennen, die Gemeinsamkeiten zu suchen und keine Selbstprofilierung zu betreiben. Wir pflegen in den Berufsorganisationen den jeweiligen Berufsstand, wir setzen uns für eine zeitgemässe, zukunftsgerichtete Aus- und Weiterbildung ein. Das ist wichtig und gut so. Die Orientierung der Berufsorganisation sollte nach innen wie nach aussen gerichtet sein. Das Zeitalter des World Wide Web ruft nach einer Vernetzung der Gedächtnisse, für eine kulturpolitische Kampagne, den Wert der Sammlungen des kulturellen Erbes wieder ins öffentliche Bewusstsein zu bringen. Es braucht dafür Resolutionen, Konzepte und Strategien – aber es braucht vor allem die Vernetzung unter den Beteiligten. Es braucht die (kleinen) konkreten Schritte, die anderen Kulturproduzenten kennen zu lernen. Und wenn man dabei feststellen sollte, dass die Museumsleute ganz anders inventarisieren als im Archiv oder der Begriff «Bewertung» von den Bibliothekaren ganz anders verstanden wird als ihn die Archivare definiert haben, könnte man sich davon verunsichern und bereichern lassen.

Möglichkeiten in diesem Sinne wären:

– Gemeinsame Veranstaltungen schaffen Raum für neuen Wissensaustausch, für Streitgespräche und für die Beziehungspflege.

– Gemeinsame Projekte mit Partnerinstitutionen und Dritten wirken als Katalysatoren für alle Beteiligten, da alle ihre Stärken eingeben können. Die gemeinsamen Ausstellungsprojekte fordern das Archiv, die Bestände aufzuarbeiten, die Museumsleute, sich mit dem Kontext ihrer Objekte zu befassen, einen Katalog zu publizieren, der dann von der Bibliothek aufbewahrt wird. Die Ausstellung produziert zum Teil eigene Archivalien wie Interviews und generiert eine Dokumentation.

– Die virtuelle Vernetzung zwingt zu Standardisierung und deckt dabei Inventarisierungsblüten und -unkraut auf. Die Bibliotheken haben es vorgebracht. Im Aargau wurde mit der Anschaffung der neuen Katalogisierungssoftware Aleph der Aargauer Bibliotheksnetz Katalog geschaffen und mehr und mehr Bibliotheken wurden integriert. Eine Recherche im Netz zeigt auf, in welcher Institution das gesuchte Buch vorhanden ist und wie verschieden Bibliothekare das

Nicht immer sind Firmengründer oder Verwaltungsratspräsidenten davon zu überzeugen, dass Firmenarchive Teil des öffentlichen Gedächtnisses sind.

gleiche Buch katalogisieren. Dabei habe ich immer gemeint, dass es doch viel einfacher sei, Bücher zu katalogisieren als Archivalien zu erschliessen.

– Die virtuelle Vernetzung und Digitalisierung von Verzeichnissen, Katalogen, Bilddatenbanken und das Angebot von elektronischen Medien heben den Standortzwang, den Standortvorteil oder -nachteil teilweise auf. Auch wenn unsere Häuser die Sammlungen beherbergen und für den Schutz der Originale wesentlich sind. Das Wissen darum sollten wir nicht

in unseren Häusern behalten sondern als «Menükarte» vors Haus stellen.

– Es braucht eine neue Zusammenarbeit und ein gemeinsames Vorgehen auf der kulturpolitischen Ebene. Jede

Als Voraussetzung für die Vernetzung der drei Gedächtnisse ist erst einmal die Bereitschaft zu nennen, die Gemeinsamkeiten zu suchen und keine Selbstprofilierung zu betreiben.

kann sich selber fragen, wieweit es denn mit der eigenen Kenntnis der Archivlandschaft, der Museumslandschaft, der Bibliothekslandschaft sei und sich dann auf eine Reise in die Kulturlandschaft begeben.

– Auf diese Reise wollen die Verantwortlichen auch die Besucher des neukonzipierten «Museums im alten Zeughaus» in Radkersburg schicken. Das Stadtmuseum soll nicht mehr allein stehen, es soll ein dichtes Netz an kultureller Kooperation und Partnerschaften mit anderen Institutionen entstehen. Das Museum wird in konzeptioneller und räumlicher Dimension gesprengt. In Form von musealen Aussenstellen bzw. den Verweisen darauf innerhalb des Museums mit Dia-Guckkästen wird der konventionelle Museumsraum erweitert. Die BesucherInnen sollen zur Erkundung der Stadt bzw. ihrer näheren Umgebung angeregt werden.¹⁴

contact:

andrea.voellmin@ag.ch

14 Marie Theres Zangger, *Forschen, Sammeln, Ausstellen. Synergien zwischen Museum und Archiv*, in: *Archive und Museen, Kleine Schriften des Vorarlberger Landesarchivs 2*, Hg. Wolfgang Weber, Bregenz 2007, S. 17f.

Von Romanshorn bis Genf: Wohin mit lokalen und regionalen Gewerkschaftsarchiven?

Der Versuch koordinierter Überlieferungs- bildung in föderalen Strukturen

Rebekka Wyler

Historikerin

Verantwortliche bei der Unia für Archiv
und Records Management

Bern

Die Gewerkschaft Unia hat die Archive ihrer Vorgängerorganisationen dem Schweizerischen Sozialarchiv in Zürich übergeben. Doch bleibt die Frage, was mit den unzähligen Archiven auf regionalen und lokalen Gewerkschaftssekretariaten passiert. Diese müssen als wichtige Quellen der Sozialgeschichte bewertet, gesichert und erschlossen werden.

Die Unia wünscht, dass sich die Staatsarchive auf den «Auftrag Privatarchive» verpflichten. Gleichzeitig ist sie sich bewusst, dass die Gewerkschaft für ihre Überlieferung selbst verantwortlich ist – und dass dabei ein funktionierendes Records Management eine zentrale Rolle spielt.

Überlieferungsbildung im parastaatlichen Bereich

Die private Überlieferungsbildung ist für das lokale, regionale und nationale Gedächtnis von grosser Bedeutung. Dies gilt nicht zuletzt für den so genannt parastaatlichen Bereich der Verbände, Parteien und anderer Interessenorganisationen, die im Rahmen der Vernehmlassungsverfahren seit langem eine zentrale Rolle im demokratischen Prozess spielen. Die Überlieferung dieser Verbände stellt folglich eine wichtige Quelle der Schweizer Geschichte dar. Doch sind die entsprechenden Archive oftmals gefährdet oder gar nicht mehr vorhanden. Unbestritten kann es nicht das Ziel sein, alles aufzubewahren. Auf memopolitisch und archivarisch fundierter Grundlage

müssen Kriterien definiert werden, gemäss denen die Prioritäten in der Bewertung, Sicherung und Erschliessung von Beständen festgelegt werden. Obwohl Bewertung und Sicherung in vielen Fällen die wichtigsten ersten Schritte darstellen, darf daneben die Erschliessung nicht vernachlässigt werden. Im Gegenteil, sobald als möglich sollen auch die Archive privater Herkunft erschlossen und damit öffentlich zugänglich gemacht werden.

Die Lobby der Archive

Um die Sicherung der privaten Überlieferung zu gewährleisten, braucht es auf Bundes-, Kantons- und kommunaler Ebene eine Verankerung des «Auftrags Privatarchive» sowie die Bereitstellung entsprechender finanzieller Mittel. Dabei spielt der VSA eine



Volkshaus Aarau: Schatztruhe wertvoller Bestände (Bild: AGB/Renato Mazzocco)

wichtige Rolle: Seine Mitglieder müssen sich auf eine gemeinsame Politik einigen und diese gegenüber Parlamenten und Regierungen vertreten. Auch finanzielle Aspekte – koordinierte Überlieferungsbildung kostet! – sind dabei zu berücksichtigen. In Zeiten der Verknappung öffentlicher Gelder scheint eine Strategie, die projektweise die nötigen Ressourcen akquiriert, am erfolgversprechendsten.

Abliefern oder selber archivieren?

Eine aktivere Akquisitionspolitik öffentlicher Archive wäre in einzelnen

Kantonen sicherlich wünschbar. Der Ball liegt aber nicht nur bei den Staatsarchiven, bei lokalen Archiven oder spezialisierten Institutionen. Auch die Verbände und Organisationen selbst sind gefordert: Professionelles Records Management und der Aufbau eigener archivischer Kompetenz sind nötig, um die Überlieferungsbildung zu sichern. Dies gilt gerade auch für Bereiche, in denen keine rechtlichen Grundlagen wie beispielsweise eine Archivierungspflicht bestehen. Öffentliche Archive und spezialisierte Institutionen können einen Teil der Aufgabe übernehmen, potentielle Ablieferer zu informieren und zu schulen. Bei diesen muss Bewusstsein für die Wichtigkeit ihrer Überlieferung geschaffen werden. Auch die Eigenarchivierung ist zu fördern, sofern sie in einem Rahmen geschieht, der den fachlichen Standards genügt und die Zugänglichkeit sicherstellt. Die Überlieferungsbildung muss transparent und nachvollziehbar erfolgen.

Aufgrund der Erfahrungen der Unia möchte ich betonen, dass Eigenarchivierung nicht in jedem Fall die beste Lösung darstellt. Dieser Weg soll nur eingeschlagen werden, wenn Finanzierung und Betrieb langfristig gewährleistet werden können. Auch die Unia hat im Vorfeld der Fusion 2004 diesen Weg in Betracht gezogen, sich jedoch aus den genannten Gründen für eine Übergabe an das Sozialarchiv entschieden: Nur so konnten professionelle Erschliessung, langfristige Erhaltung und öffentliche Zugänglichkeit garantiert werden.¹

Nicht in jedem Fall ist jedoch die Übergabe an ein öffentliches Archiv oder eine spezialisierte Institution möglich. Dies gilt auch für die Gewerkschaftsarchive. Platz-, Geld- und Zeitmangel oder schlicht das Fehlen einer möglichen Institution zwingen Regionen und Sektionen, ihre Archive vor-

1 Vergleiche dazu den Artikel von Rebekka Wyler in *arbido* 11/2005.

läufig selber aufzubewahren. Um dies zu erleichtern und um unkontrollierte Entsorgungsaktionen nach dem Motto «Diese Akten haben wir fortgeworfen...

Um die Sicherung der privaten Überlieferung zu gewährleisten, braucht es auf Bundes-, Kantons- und kommunaler Ebene eine Verankerung des «Auftrags Privatarhive» sowie die Bereitstellung entsprechender finanzieller Mittel.

die waren so alt, noch von Hand geschrieben!» entgegenzuwirken, hat die Archivkommission der Gewerkschaft bereits vor der Fusion eine Handlungsanweisung erarbeitet. Diese Direktive enthält Informationen zu Sinn und Zweck des Archivs, zur Aufbewahrung der Akten und eine Liste mit dem viel

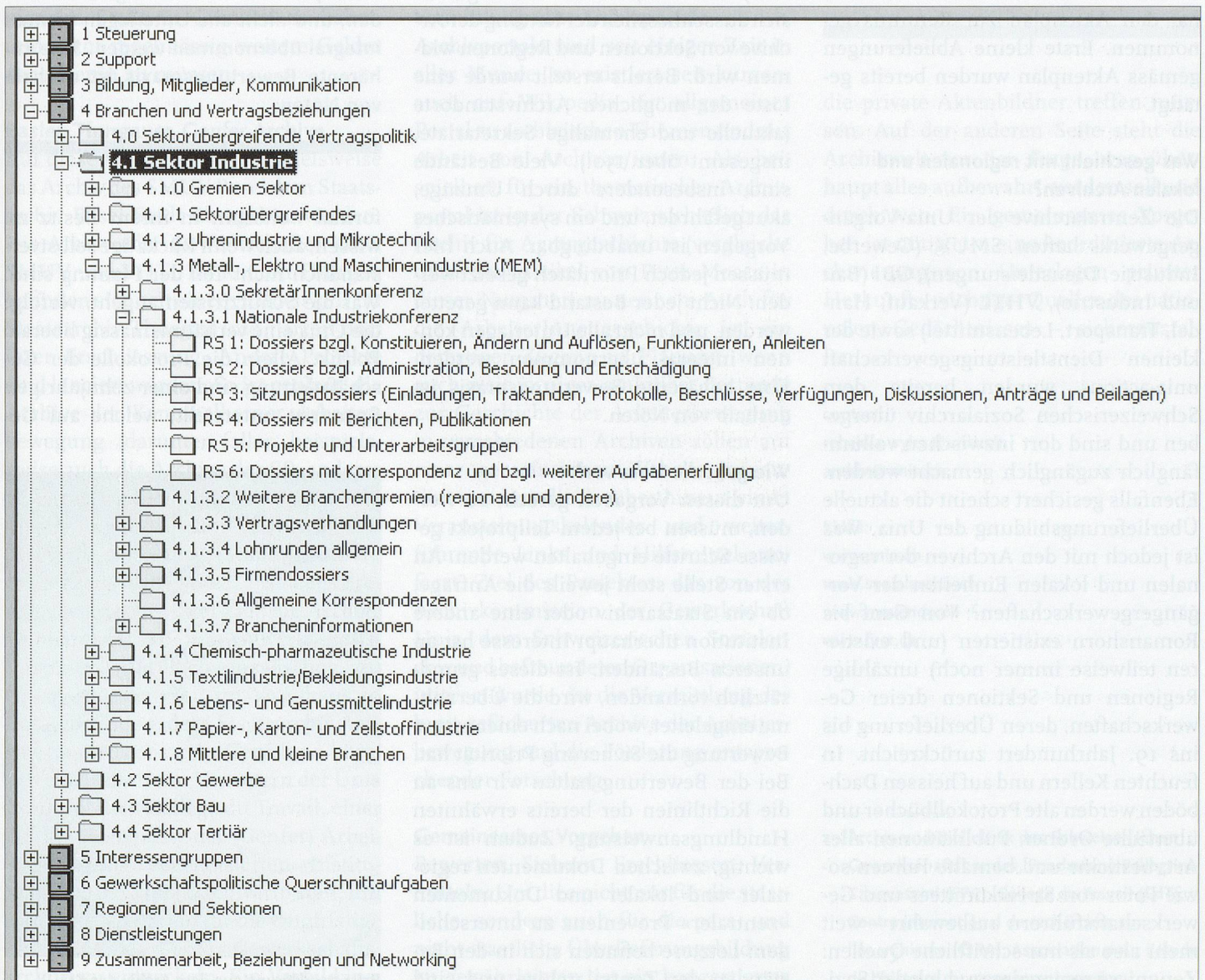
sagenden Titel «Was behalten, was fortwerfen?». In Zusammenarbeit mit *movendo*, dem Bildungsinstitut der Gewerkschaften, bieten wir Kurse in den Bereichen Ablage, Records Management und Archivierung an. Der nächste Kurs findet im November dieses Jahres statt und steht Mitarbeiter/innen von Gewerkschaften und anderen Interessierten offen.

Eine Notwendigkeit: Records Management

Die Bewertung, Sicherung und Erschliessung bereits vorhandener Bestände ist jedoch nur die eine Seite der Medaille; sei es im eigenen Archiv oder durch die Übergabe an ein öffentliches Archiv. Genauso wichtig sind Aufbau und Strukturierung der aktuellen Überlieferung. Nicht nur in der Privatwirtschaft, auch bei privaten oder parastaat-

lichen Institutionen wie Verbänden, Parteien und anderen Organisationen wird ein funktionierendes Records Management immer wichtiger. Dabei spielt die Frage der elektronischen Ablage und Archivierung eine zentrale Rolle. Auch hier haben die Unterlagen übernehmenden Archivinstitutionen Anforderungen zu formulieren und die Aktenbildner im Aufbau entsprechender Strukturen zu unterstützen, sofern diese dazu nicht alleine in der Lage sind.

Die Gewerkschaft Unia hat auf Antrag der Archivkommission kurz nach ihrer Gründung im Jahr 2004 ein Records-Management-Projekt lanciert, dessen erstes Ziel die Aufstellung eines Aktenplans für das Zentralsekretariat war. Die Verpflichtung zur kohärenten Schriftgutverwaltung wird auch im Ablieferungsvertrag zwischen Unia und



Records Management: Auszug aus dem Unia-Aktenplan (Bild: Unia/Rebekka Wyler)

Sozialarchiv festgelegt. Im Moment wird das Projekt auf alle Regionen und Sektionen der Unia ausgeweitet, um eine einheitliche, nachvollziehbare und umfassende Überlieferungsbildung zu garantieren. Die Schwierigkeiten bei der Umsetzung sollen hier jedoch nicht verschwiegen werden. Um mehr Klarheit zu schaffen, ist deshalb ein Regle-

Auch die Verbände und Organisationen selbst sind gefordert: Professionelles Records Management und der Aufbau eigener archivischer Kompetenz sind nötig, um die Überlieferungsbildung zu sichern.

ment für den Bereich Records Management und Archiv in Vorbereitung. Das Sozialarchiv, welches das Endarchiv des Unia-Zentralsekretariats aufbewahrt, hat den Aktenplan zur Kenntnis genommen. Erste kleine Ablieferungen gemäss Aktenplan wurden bereits getätigt.

Was geschieht mit regionalen und lokalen Archiven?

Die Zentralarchive der Unia-Vorgängergewerkschaften SMUV (Gewerbe, Industrie, Dienstleistungen), GBI (Bau und Industrie), VHTL (Verkauf, Handel, Transport, Lebensmittel) sowie der kleinen Dienstleistungsgewerkschaft unia-actions wurden bereits dem Schweizerischen Sozialarchiv übergeben und sind dort inzwischen vollumfänglich zugänglich gemacht worden. Ebenfalls gesichert scheint die aktuelle Überlieferungsbildung der Unia. Was ist jedoch mit den Archiven der regionalen und lokalen Einheiten der Vorgängergewerkschaften? Von Genf bis Romanshorn existierten (und existieren teilweise immer noch) unzählige Regionen und Sektionen dreier Gewerkschaften, deren Überlieferung bis ins 19. Jahrhundert zurückreicht. In feuchten Kellern und auf heissen Dachböden werden alte Protokollbücher und überfüllte Ordner, Publikationen aller Art, bestickte und bemalte Fahnen sowie Fotos von Streikkomitees und Gewerkschaftsführern aufbewahrt – weit mehr also als nur schriftliche Quellen: Zeugnisse regionaler und lokaler Sozialgeschichte, die oftmals vom phy-

sischen Zerfall oder schlicht «der Mulde» bedroht sind.

Die Gewerkschaft Unia hat es sich zur Aufgabe gesetzt, nicht nur ihre zentrale, sondern auch die föderale Überlieferung zu bewahren und öffentlich zugänglich zu machen. Gemäss unserem Vertrag mit dem Schweizerischen Sozialarchiv sind für derartige Archive lokale oder regionale Lösungen zu suchen. Diese Arbeit ist sehr aufwendig, und Anfragen bei öffentlichen Archiven stossen aus den genannten Gründen nicht immer auf offene Ohren. Insbesondere geht es dabei um Geld für Erschliessung und Neuverpackung, manchmal auch um beengte räumliche Verhältnisse oder mangelndes Interesse.

Da das Unia-Archiv nur mit 50 Stellenprozent dotiert ist, wurde auf Antrag der Archivkommission auf Herbst 2007 eine Projektstelle bewilligt, die sich ausschliesslich der Rettung der Archive von Sektionen und Regionen widmen wird. Bereits erstellt wurde eine Liste der möglichen Archivstandorte (aktuelle und ehemalige Sekretariate, insgesamt über 150!). Viele Bestände sind, insbesondere durch Umzüge, akut gefährdet, und ein systematisches Vorgehen ist unabdingbar. Auch hier müssen jedoch Prioritäten gesetzt werden: Nicht jeder Bestand kann gerettet werden, und nicht alle Unterlagen können integral übernommen werden. Eine kohärente Bewertungspraxis ist deshalb von Nöten.

Wie geht die Unia vor?

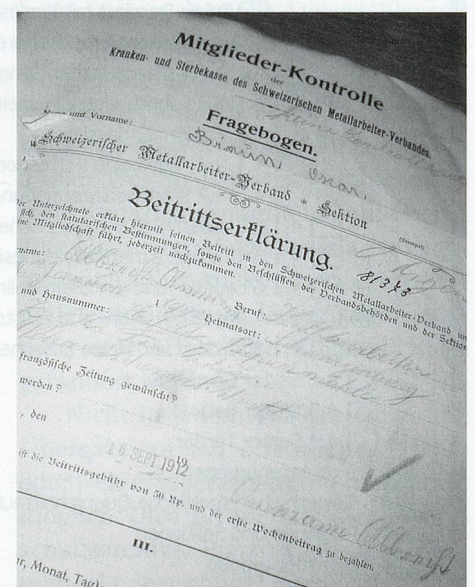
Um diesen Vorgaben gerecht zu werden, müssen bei jedem Teilprojekt gewisse Schritte eingehalten werden. An erster Stelle steht jeweils die Anfrage, ob ein Staatsarchiv oder eine andere Institution überhaupt Interesse hat an unseren Beständen. Ist dieses grundsätzlich vorhanden, wird die Übernahme eingeleitet, wobei nach einer ersten Bewertung die Sicherung Priorität hat. Bei der Bewertung halten wir uns an die Richtlinien der bereits erwähnten Handlungsanweisung. Zudem ist es wichtig, zwischen Dokumenten regionaler und lokaler und Dokumenten «zentraler» Provenienz zu unterscheiden: Letztere befinden sich in den Beständen der Zentralarchive und sind lokal nicht aufzubewahren. Genauere

Informationen dazu liefert das auch online auf der Homepage des Sozialarchivs verfügbare Verzeichnis der zentralen Archive von GBI, SMUV und VHTL. Hinzu kommen die Vorgaben der jeweils übernehmenden Institution, welche oftmals erst in einem zweiten Schritt umgesetzt werden können.

Die Akten, die dem jeweiligen lokalen oder kantonalen Archiv übergeben werden sollen, werden provisorisch inventarisiert, um eine Grundlage für die Ablieferung zu schaffen. Zusätzlich ist es wichtig zu wissen, ob bereits Publikationen zu Organisationen oder verwandten Gebieten vorliegen. In der Regel übergeben die Regionen und Sektionen der Unia ihre Archivbestände in Form von Dauerleihgaben. Nicht zuletzt aus juristischen Gründen ist es für die Gewerkschaft wichtig, die Bestände

Nicht jeder Bestand kann gerettet werden, und nicht alle Unterlagen können integral übernommen werden. Eine kohärente Bewertungspraxis ist deshalb von Nöten.

formal weiterhin in ihrem Besitz zu wissen, auch wenn Rückzüge selbstverständlich nicht Teil der Planung sind. Was die Schutzfristen angeht, verfolgt die Unia eine verhältnismässig liberale Politik: Allein die Protokolle der Geschäftsleitung sind einer zehnjährigen Sperrfrist unterstellt, welche auf Ge-



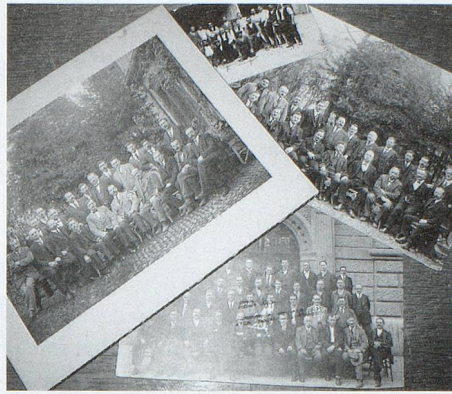
Beitrittserklärung aus dem Archiv des SMUV Bern (Bild: Unia/Bruno Schmucki)

sich hin aufgehoben werden kann. Die restlichen Dokumente im Archiv sind grundsätzlich frei zugänglich. Neuere Akten des Zentralsekretariats, die als heikel gelten, werden vorläufig im Zwischenarchiv in Bern gelagert.

Für die Aufarbeitung und Erschliessung der Archivbestände sind meistens zusätzliche Mittel nötig. Eine Möglichkeit ist, dass die Gewerkschaft selbst diese Arbeiten finanziert, eine andere, dass Gemeinden oder Kantone um öffentliche Gelder, beispielsweise aus Lotteriefonds, angegangen werden. Nach erfolgreicher Übergabe und Aufarbeitung stellt sich meistens die Frage, ob die zuständige Sektion oder Region auch weiterhin sukzessive ihre Archive dem entsprechenden Staatsarchiv abliefern will. Ist dies gewünscht, ist – wie bereits erwähnt – ein funktionierendes Records Management zwingend, nicht zuletzt, um den Aufwand der übernehmenden Stelle in Grenzen zu halten und nicht regelmässig weitere Gelder akquirieren zu müssen.

Basler, Thurgauer, Genfer Archive

Auf diese Weise konnte beispielsweise das Archiv des SMUV Basel dem Staatsarchiv Basel Stadt übergeben werden. Die Archive der Gewerkschaften GBI, SMUV und VHTL im Kanton Thurgau befinden sich seit einem halben Jahr im Staatsarchiv Thurgau und harren dort ihrer Erschliessung. Andere Projekte sind lanciert worden. So ist geplant, die Archive der Kantonalberner Arbeiterbewegung (darunter fallen beispielsweise auch die Archive der SP, anderer Gewerkschaften oder des Gewerkschaftsbundes Kanton Bern) zu sammeln und gemeinsam aufzubewahren. Im Aargau haben wir ein ähnliches Projekt gestartet mit dem Ziel, die Archive der Aargauer SP- und Gewerkschaftssektionen, die sich inzwischen zu einem grössten Teil im Volkshaus in Aarau befinden, dem Staatsarchiv Aargau zu übergeben. In Genf fand kürzlich ein Treffen von Vertretern der Unia Genf mit dem Collège du Travail, einer auf die Geschichte der (Genfer) Arbeiterbewegung spezialisierten Institution, und der Unia-Archivarin statt, um mögliche Szenarien für die langfristige Sicherung der Genfer Gewerkschaftsarchive zu entwickeln. Ein Vorbild insbesondere für die grösseren Projekte,



Berner Parkettleger: Fotografien aus dem Archiv der GBI Bern (Bild: Unia/Bruno Schmucki)

die mehrere Archivbestände umfassen, stellt dabei die Arbeit der Fondazione Pellegrini-Canevascini dar, die sich intensiv um die Archive der Tessiner Arbeiterbewegung und ihre Erforschung kümmert (vergleiche dazu den Artikel von Urs Kälin in dieser Nummer).

Vermittlung über Archivportale

Archivportale sind seit einiger Zeit in aller Munde, so existiert seit kurzem auch auf Wikipedia ein allgemeines Portal zu archivischen Themen und zur Arbeit von Archivar/innen. Als beispielhaft für ein thematisches Archivportal ist in der Schweiz sicherlich das Archiv für Agrargeschichte (vergleiche dazu den Artikel von Peter Moser in dieser Nummer) zu nennen. Auch für die ArbeiterInnengeschichte ist ein derartiger Zugang in Planung, wenn auch weit weniger ambitiös: Bestände zur Geschichte der Arbeiterbewegung in verschiedenen Archiven sollen auf einer gemeinsamen Website präsentiert werden, die darüber hinaus einen Veranstaltungskalender und weiterführende Links und Hilfsmittel umfasst. Ziel des Projektes, das von der Archivkommission der Gewerkschaft Unia, dem Schweizerischen Sozialarchiv und befreundeten Organisationen² initiiert wurde, ist die Vermittlung der breit gefächerten Archive der Arbeiterbewegung und die Förderung entsprechender Forschung.

Gemeinsames Vorgehen

Bewerten, Sichern, Erschliessen, Vermitteln: Um dies nicht nur für die staatliche, sondern auch für die para- und nicht-staatliche Überlieferungsbildung zu gewährleisten, ist ein konzertiertes Vorgehen aller involvierten Stellen nö-

tig. Gesetzliche und finanzielle Grundlagen müssen geschaffen werden, um den «Auftrag Privatarchive» zu verankern und seine konkrete Umsetzung zu ermöglichen. Verbände, Parteien, Vereine und Interessenorganisationen aller Art haben ihrerseits die Aufgabe, Sensibilität und Kompetenz in den Bereichen Archiv und Records Management auszubauen oder überhaupt zu entwickeln, um gemeinsam mit staatlichen Archiven und spezialisierten Institutionen eine Überlieferungsbildung in Kooperation zu realisieren. Ablieferung oder Eigenarchivierung sind beispielsweise eine der Entscheidungen,

Bewerten, Sichern, Erschliessen, Vermitteln: Um dies nicht nur für die staatliche, sondern auch für die para- und nicht-staatliche Überlieferungsbildung zu gewährleisten, ist ein konzertiertes Vorgehen aller involvierten Stellen nötig.

die private Aktenbildner treffen müssen. Auf der anderen Seite steht die Archivwelt vor der Frage, was überhaupt alles aufbewahrt werden soll und durch wen. Ein gemeinsames Vorgehen ist nötig, um eine koordinierte Archivierung von Unterlagen privater Herkunft – wichtiger Quellen des nationalen Gedächtnisses – sicherzustellen.

contact:

rebekka.wyler@unia.ch

archiv@unia.ch

Links:

www.unia.ch

www.sozialarchiv.ch

www.movendo.ch

www.fpct.ch

² Archiv und Bibliothek des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes, Fondazione Pellegrini-Canevascini (FPC), Collège du Travail (CdT), Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) sowie weitere Gewerkschaften.

Fixierte Bewegung?

Soziale Bewegungen und ihre Archive

Urs Kälin
Archivar am Schweizerischen
Sozialarchiv
Zürich

Überlieferungssicherung in der pluralen Gesellschaft

Nichtstaatliche Organisationen in der traditionellen Form von Parteien, Verbänden und (neuen) sozialen Bewegungen, oder allgemeiner als zivile Formen gesellschaftlicher Selbstorganisation, haben das Gesicht der schweizerischen Gesellschaft entscheidend mit geprägt. Zwischen staatlicher, wirtschaftlicher und privater Sphäre existiert heute ein weiterer öffentlicher Raum, der durch eine Vielzahl vom Staat mehr oder weniger unabhängiger Vereinigungen mit unterschiedlichem Organisationsgrad und vielfältigen Organisationsformen gebildet wird: durch Vereine, Verbände, Bürgerinitiativen, Selbsthilfeorganisationen.

Die Überlieferungssicherung des zivilgesellschaftlichen Engagements von Bürgerinnen und Bürgern ist in einer pluralen Gesellschaft von grosser Bedeutung. Es gibt immer mehr gesellschaftliche Realitäten, die sich dem Zugriff und der Kontrolle staatlicher Verwaltung entziehen. Der Aktennieder-schlagmodernen Verwaltungshandelns hat an Zentralität verloren. Deshalb braucht es nichtstaatliche Ergänzungsüberlieferungen.

Die meisten staatlichen Archive und Bibliotheken sowie die wenigen Spezialarchive in der Schweiz haben in der Vergangenheit Quellenbestände von Parteien, Verbänden, Gewerkschaften, Vereinen, öffentlich-rechtlichen oder halbstaatlichen Organisationen und Nachlassbestände übernommen, und sie werden dies hoffentlich auch weiterhin tun. Allerdings ist die Überlieferungsbildung meist unsystematisch, lückenhaft und von Zufälligkeiten geprägt. Zwar pflegen einzel-

ne Archive in Bezug auf nichtstaatliches Archivgut spezifische Schwerpunkte. So archiviert das Schweizerische Bundesarchiv die Aktenbestände von Parteien und Hilfswerken, das Staatsarchiv des Kantons Luzern deckt einen wichtigen Teil des katholischen Milieus ab, das Archiv für Zeitgeschichte konzentriert sich auf Quellenbestände zum Kalten Krieg und zur jüdischen Zeitgeschichte und das Schweizerische Sozialarchiv fokussiert auf Archivbestände zur Arbeiterbewegung und zu den Neuen Sozialen Bewegungen. Für andere Aspekte des gesellschaftlichen Lebens gibt es hingegen kaum spezialisierte Institutionen. Für Themen wie Migration, Sport, Bildung/Kultur oder Gesundheit/Pflege fühlt sich unter archivistischen Gesichtspunkten niemand verantwortlich.

In Anbetracht der knappen Mittel sowie der unter dem Druck der aktuellen Herausforderungen (digitale Langzeitarchivierung, Bestandeserhaltung, ausufernde Aktenflut) wachsenden Zurückhaltung staatlicher Archive gegenüber nicht-staatlichen Überlieferungen ist eine koordinierte Anstrengung nötig. Die arbeitsteilige Archivierung von Unterlagen verschiedenster Provenienz ist ein Gebot der Stunde, denn der Prozess der Bildung von Schriftgut verläuft im privaten Bereich nicht weniger dramatisch als im öffentlichen.

Bewegungsarchive

Wie bereits erwähnt, zeichnen sich die Organisations- und Praxisformen sozialer Bewegungen durch Vielfältigkeit und durch Veränderbarkeit aus. Meist bleibt auch die Institutionalisierung solcher Bewegungen schwach, wenn von den gesamtschweizerisch tätigen Parteien, Verbänden, Gewerkschaften und Umweltorganisationen abgesehen wird. Zwar kommen auch kleine soziale Bewegungen nicht ohne ein Minimum an Organisation, Koordination und Pla-

nung aus. Geregelte Hierarchien und Zuständigkeiten fehlen aber vielfach. Soziale Bewegungen sind zudem schnelllebig: sie wollen konkrete Ziele erreichen und Erfolge erzielen. Die Sicherung der historisch relevanten Unterlagen rangiert weit hinten auf der Prioritätenordnung. All dies ist der Erinnerungsrbeit und der Überliefe-

Die Überlieferungssicherung des zivilgesellschaftlichen Engagements von Bürgerinnen und Bürgern ist in einer pluralen Gesellschaft von grosser Bedeutung. Es gibt immer mehr gesellschaftliche Realitäten, die sich dem Zugriff und der Kontrolle staatlicher Verwaltung entziehen.

rungsbildung wenig förderlich. Ein kollektives Gedächtnis kann sich nur in Ausnahmefällen ausbilden. Entsprechend gefährdet sind die meist von ehemaligen Aktivistinnen und Aktivisten zusammengetragenen Privatsammlungen. Bei Umzügen werden sie weggeworfen oder bei Wohnungsaufösungen stillschweigend entsorgt. Mit Ausnahme der verhältnismässig wenigen grösseren Organisationen mit verfestigtem Organisationsgrad und professionell betreuten Sekretariaten fehlen die Ressourcen für eine geordnete Archivierung. Aus diesem Grund kommt den privaten und staatlichen Archivinstitutionen eine entscheidende Rolle zu.

In der Schweiz gibt es vergleichsweise wenige, auf die Überlieferungssicherung von nichtstaatlichem Archivgut ausgerichtete Spezialarchive, die in der Lage sind, Quellenbestände privater Herkunft (Organisationsakten, Nachlässe) zu übernehmen und professionell zu betreuen. Hingegen gibt es doch eine grössere Zahl von Bewegungsarchiven mit lokaler oder regio-



Fotografie, Demonstration in Lausanne, undat., um 1975. Droits politiques cantonaux pour les immigrés (Lausanne). Bild: Schweizerisches Sozialarchiv

naler Ausstrahlung, beispielsweise aus dem Kontext der Frauenbewegung, der Arbeiterbewegung oder des Anarchismus.

Die überraschende Vielfalt an Bewegungsarchiven lässt sich am Beispiel der Infoläden illustrieren. Infoläden sind im allgemeinen Teil autonomer Strukturen und Szenen. Sie dienen der Verbreitung von Informationen, die in den etablierten Medien oft marginalisiert werden. Andererseits wollen sie auch die inhaltliche Auseinandersetzung mit Themen, die für das entsprechende Milieu wichtig sind, fördern. Die Bandbreite ist gross und reicht von Flüchtlingspolitik und Antifaschismus über Feminismus und Antirassismus bis hin zu Repression, Globalisierung und Drogen. Neben aktuellen Informationen stellen viele Infoläden auch Archive zur Verfügung und funktionieren

Die arbeitsteilige Archivierung von Unterlagen verschiedenster Provenienz ist ein Gebot der Stunde, denn der Prozess der Bildung von Schriftgut verläuft im privaten Bereich nicht weniger dramatisch als im öffentlichen.

so als eine Art Gedächtnis der Bewegungen. Oftmals sind sie auch in autonome Zentren integriert. Das aktuelle Verzeichnis der Infoläden weist für die Schweiz immerhin vierzehn Einrichtungen aus, die sich über alle Sprachregionen verteilen und untereinander gut vernetzt sind:

- cafe.kabul@immerda.ch: Infocafe, Rickenbachstrasse 56, 6430 Schwyz, 041 810 34 33, offen Di und Do 19 bis 22 Uhr
- squat.net/espaceautogere: Infokiosk, c/o Espace autogéré, César-Roux 30, 1005 Lausanne. Espace autogéré in Lausanne: Konzerte, Debatten, Infokiosk und Infokiosk féministe. Infoläden offen jeden Donnerstag ab 19 Uhr (1. Donnerstag im Monat nur für FrauenLesben).
- www.ajz.ch/AJZDeutsch/Infoladen/InfoladenD.html: Infokiosk Chat Noir, Burgplatz 4, 2500 Biel. infoladen.biel@freesurf.ch
- www.cabi-sg.ch: Cabi, Lindebühlstrasse 47, 9000 St. Gallen. Antirassistischer Treffpunkt in St. Gallen
- www.ecn.org/molino: Centro Sociale Il Molino, Area ex Macello, Viale Cassarate 8, 6900 Lugano
- www.espacenoir.ch: Coopérative Espace Noir, rue Francillon 29, Case postale 49, 2610 St.Imier
- www.himmelclub.ch: Selbstverwaltetes Kulturzentrum in Seewen/SZ seit 1998
- www.infoladen-bern.ch: Infoläden in der Reitschule, Postfach 5053, 3001 Bern, infoladen@reitschule.ch
- www.infoladen.de/il/luzern/index2.htm: Infoläden Romp, Steinerstr. 17, Postfach 6347, 6004 Luzern, romp@bluewin.ch
- www.kuzeb.ch: autonomes Kulturzentrum Bremgarten (AG), Postfach 512, 5620 Bremgarten. Das KuZeB gibt es schon seit 1990 und es besteht nebst nicht-kommerzieller Kultur auch

noch aus einem Infoläden: die Läsötheke

- www.lakuz.ch.vu: LAKuZ, Farbgasse 27, Postfach, 4900 Langenthal. Langenthals autonomes Kulturzentrum
- www.sowiesobuecher.ch: Der Infoläden ist seit Januar 2004 geschlossen, aber auf dem Netz gibt es ihn noch.
- www.under.ch/contact.asp: Infokiosk Genf. Postadresse: Association des 26 cantons, 8 rue Lissignol, 1201 Genève. infokiosk@under.ch
- www.wundertour.ch/fenster/rabia.htm: Infoläden Rabia, Bachtelstr. 70, 8400 Winterthur

Merkmale von Bewegungsarchiven

Die Zielsetzungen und Strategien dieser Einrichtungen variieren beträchtlich. Stellvertretend sei hier aus der Selbsteinschätzung des infoläden Bern zitiert: «in unserem verleih findest du rund 2500 bücher und einige videos. wir bieten zeitschriften, aktuelle bücher und restposten, bedrucktes wie shirts, aufnäher und pins zum verkauf an. ausserdem sind viele zeitschriften und dokumente der linken szene archiviert. wir verstehen den infoläden als teil der autonomen bewegung. wir sind antipatriarchalisch, gegen kapitalismus, antirassistisch und organisieren uns basisdemokratisch. der infoläden soll kein elitäres angebot sein und steht allen interessierten offen; der infoläden ist ein non-profit-projekt. er wird finanziert aus der umverteilung von einnahmen der reitschule sowie aus sach- und geldspenden von interessierten. wir leisten ausschliesslich gratisarbeit.»¹

Das Zitat verweist auf einige charakteristische Merkmale von Bewegungsarchiven. Sie sind ein integrativer Teil der Bewegung selbst: autonom, basisdemokratisch, parteiisch und auf Freiwilligenarbeit basiert. Bewegungsarchive sind ein wichtiger Treffpunkt für die Aktivistinnen und Aktivisten, denn dort bekommen diese, was sie für ihre Arbeit brauchen: Informationen in allen möglichen Formaten und Medien (von Flugblättern und Zeitschriften/Büchern über Video- und Tonträger bis hin zu digitalen Ressourcen), Recherche in Archiven, Räumlichkeiten für Treffen und Veranstaltungen oder Ausrüstung für Büroarbeiten.

¹ <http://www.infoladen-bern.ch/reitschule/infoladen/index.htm>



Plakat aus der Antipartheid-Bewegung der Schweiz, undat. Um 1985. Vorsicht: Kontakt meiden! Diese Banken finanzieren den Rassismus in Südafrika

Bild: Schweizerisches Sozialarchiv, Sozarch_F_Pb-0001-73

Viele Bewegungsarchive sehen es als ihre Aufgabe an, das Wissen um vergangene soziale Kämpfe, Erfahrungen und Errungenschaften zu bewahren und weiter zu vermitteln. Sie sind nicht nur eine dienstleistende Sammlung von Informationen, sie wollen das akkumulierte Wissen aktiv in die Entwicklung neuer Praktiken und Ideen einfließen lassen.

Für das Sammeln und Akquirieren ist die Nähe von Bewegungsarchiven zu den sozialen Bewegungen ein grosser Vorteil. In vielen sozialen Bewegungen ist die Skepsis gegenüber staatlichen Einrichtungen weit verbreitet und Ablieferungen an etablierte, «staatstragende» Institutionen bereiten Unbehagen. In den Bewegungsarchiven gibt es deshalb viele einzigartige Dokumente, die nie den Weg in institutionalisierte Sammlungen gefunden hätten.

Typisch für die Materialsammlungen solcher Archive ist das Übergewicht von Pertinenzbeständen. Die Aktionen sozialer Bewegungen spiegeln sich ja meist nicht in ausdifferenzierten

2 Vgl. dazu den Tagungsbericht «1968» – Was bleibt von einer Generation?, Stuttgart, 27.2.2007, <http://archiv.twoday.net/stories/3714027/>

3 Neuere Beispiele aus der Schweiz sind die Übernahme der Bestände der Studienbibliothek zur Geschichte der Arbeiterbewegung von Theo Pinkus durch die Zentralbibliothek Zürich und durch das Schweizerische Sozialarchiv, oder die Integration des Frauen/Lesben-Archivs (Zürich) ins Schweizerische Sozialarchiv.

Aktenregistraturen, sondern in Flugblättern, Transparenten, Plakaten, Diskussions- und Informationspapieren und bestenfalls in einzelnen Briefschaften und Ego-Dokumenten (Notizen, Briefe, Fotomaterial) wider. Auch Devotionalien wie Transparente, Abzeichen, Buttons, Sticker oder Aufkleber werden gehütet. Organisationsunterlagen sind hingegen eher selten oder überhaupt nicht vorhanden.

Wie erwähnt basiert das Vertrauensverhältnis zwischen Materialgebern und Archiven nicht zuletzt darauf, dass viele Bewegungsarchive Tendenzbetriebe sind beziehungsweise sein müssen, um überhaupt eine Akzeptanz zur Überlassung von Materialien aus politisch aktiven Bewegungen zu finden. Dieser Umstand hat weitreichende

In vielen sozialen Bewegungen ist die Skepsis gegenüber staatlichen Einrichtungen weit verbreitet und Ablieferungen an etablierte, «staatstragende» Institutionen bereiten Unbehagen. In den Bewegungsarchiven gibt es deshalb viele einzigartige Dokumente, die nie den Weg in institutionalisierte Sammlungen gefunden hätten.

Konsequenzen. Zum einen verhindert oder erschwert er eine Finanzierung aus staatlichen Quellen. Zum andern belastet die politische Positionierung die Zusammenarbeit zwischen Bewegungsarchiven und etablierten Archiven. Schliesslich ist auch darauf hinzuweisen, dass in vielen Bewegungsarchiven kein öffentlicher Zugang zu den Sammlungsbeständen besteht und sich einzelne Archive ihre Benutzenden selbst aussuchen und damit auch auf die Geschichtsschreibung Einfluss ausüben. Gewiss ist eine nach Personen-gruppen differenzierte Zugänglichkeit höchst problematisch und grundsätzlich inakzeptabel. Allerdings kann in Einzelfällen die Überlieferungssicherung für die künftige Forschung wichtiger sein als die gleichmässige öffentliche Zugänglichkeit.²

Kooperationsformen

Die Existenz von Bewegungsarchiven ist immer latent gefährdet. Das Auslaufen von Mietverträgen, der Wegfall von

Finanzierungsquellen oder der Rücktritt von Gründungsmitgliedern können das Fortbestehen solcher Einrichtungen unvermittelt in Frage stellen. Die langfristige Kontinuität ist nicht gewährleistet. Es sind dann die etablierten Archive, die zur Rettung der vorhandenen Bestände beizutragen und die Sammlungen zu übernehmen haben.³ Solche archivischen Bemühungen zur Überlieferungssicherung können in der Regel nicht geplant und vorbereitet werden. Sie erfordern meist unverzügliche Handlungsbereitschaft. Dabei ist es selbstverständlich vorteilhaft, wenn die Archivarinnen und Archivare mit den alternativen Archivierungskonzepten von Bewegungsarchiven vertraut sind und die Sammlungen sowie deren Überlieferungspotenzial kennen.

Die «Frontstellung» zwischen Bewegungsarchiven und staatlichen Archiven, die sich aus der Entstehungszeit und den Gründungsgedanken der Bewegungsarchive herleiten lässt, erscheint heute anachronistisch. Mit der vernetzten Überlieferungsbildung kann gar nicht früh genug begonnen werden. Die Möglichkeiten der Zusammenarbeit sind zahlreich. Sie reichen vom gegenseitigen Erfahrungsaustausch, über den Tausch von Dubletten



Flugblatt aus der schweizerischen Autonomiebewegung, undat., um 2000. Faschistische Strukturen – Aufdecken & Auflösen – Harry, hol' schon mal die Autonomen

Bild: Schweizerisches Sozialarchiv, Sozarch_F_Ob-0002-090

bis hin zu gemeinsamen Projekten (Bestandserhaltung, Mikroverfilmung, Öffentlichkeitsarbeit).

In Einzelfällen kann die Kooperation aber noch viel weiter gehen und die spezifischen Stärken von bewegungsnahen Organisationen und etablierten Archiven durch arbeitsteilige Verfahrensweisen zur Geltung bringen. Als besonders gelungene Projekte können

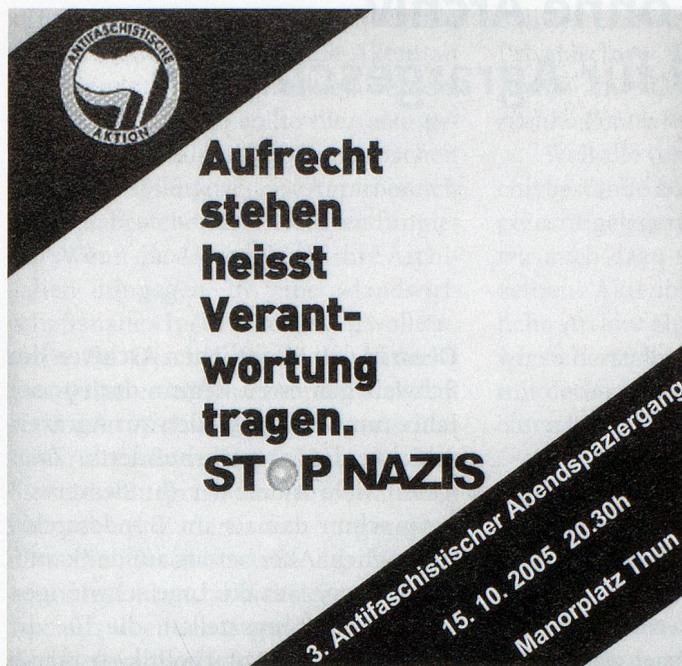
Die Existenz von Bewegungsarchiven ist immer latent gefährdet.

hier das schwulenarchiv schweiz und die Archive der Fondazione Pellegrini-Canevascini zur Geschichte der Arbeiterbewegung im Tessin erwähnt werden.

Zwei Beispiele: das schwulenarchiv schweiz und die Fondazione Pellegrini Canevascini

Im Frühjahr 1993 entstand der Verein schwulenarchiv schweiz. Das Ziel des Vereins ist es, Zeugnisse schwuler Geschichte zu sammeln und der interessierten Öffentlichkeit zur Verfügung zu stellen. Seit der Gründung ist es gelungen, die grösste in der Schweiz existierende Sammlung schwuler Vereinsarchive, Zeitschriften, Nachlässe, Fotos, Tonträger, Videos und Tagebücher zusammenzutragen.⁴ Damit das gesammelte Archivgut möglichst einfach und unkompliziert zugänglich ist, arbeitet das schwulenarchiv schweiz eng mit dem Schweizerischen Sozialarchiv zusammen. Das Sozialarchiv übernimmt die sachgerechte Erschliessung und Aufbewahrung des Materials und es organisiert die Benutzung. Die enge Zusammenarbeit hat überdies zur Folge, dass Querverbindungen und Zusammenhänge mit anderen sozialen Bewegungen sichtbar werden.

Seit 1981 kümmert sich die Fondazione Pellegrini-Canevascini – benannt nach den Pionieren der Tessiner Arbeiterbewegung: Piero e Marco Pellegrini und Guglielmo Canevascini – um Archivbestände zur Arbeiterbewegung der italienssprachigen Schweiz⁵. Die Stiftung sichert Partei-, Gewerkschafts- und Unternehmensarchive sowie Nachlässe von Aktivistinnen und Aktivistinnen. Ferner besorgt sie die Ordnung



Kleber, 2005. Aufrecht stehen heisst Verantwortung tragen. Stop Nazis – 3. Antifaschistischer Abendspaziergang, 15.10.2005, Thun
Bild: Schweizerisches Sozialarchiv, Sozarch_F_Ob-0002-086

und Verzeichnung durch ehrenamtliche Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter oder sie sucht eine Finanzierung für solche Archiverschliessungsprojekte. Die Fondazione Pellegrini Canevascini arbeitet eng mit dem Staatsarchiv des Kantons Tessin in Bellinzona zusammen, das die Stiftungsbestände als

Dass der Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare die Zeichen der Zeit erkannt hat und die Überlieferungsbildung im nichtstaatlichen Bereich zu fördern gewillt ist, stellt ein ermutigendes Zeichen dar.

Leihgaben übernimmt und für die Benutzung der Archivalien zuständig ist.

Von solchen Initiativen profitieren alle Beteiligten. Die Vertreterinnen und Vertreter der sozialen Bewegungen gelangen dank ihrer Verwurzelung und Verankerung in den betreffenden Milieus an Materialien, die für etablierte Archivinstitutionen unerreichbar wären. Die Archive garantieren für die Erschliessung und Verzeichnung nach den gültigen Standards und die Benutzenden kommen in den Genuss professioneller Archivdienstleistungen mit Lesesaarbeitsplätzen und geregelten Öffnungszeiten.

Es ist zu hoffen, dass die Bereitschaft zur Unterstützung solcher Projekte wächst. Dafür braucht es eine stärkere wechselseitige Öffnung und

Kooperation zwischen den professionell arbeitenden Archiven und der freien Archivlandschaft. Dass der Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare die Zeichen der Zeit erkannt hat und die Überlieferungsbildung im nichtstaatlichen Bereich zu fördern gewillt ist, stellt ein ermutigendes Zeichen dar.

contact:

kaelin@sozarch.uzh.ch

www.sozialarchiv.ch

- 4 Die Beständeübersicht ist online zugänglich: <http://www.sozialarchiv.ch/Bestaende/Archive/archWeb/Ar36frameset.htm>
- 5 Zu den wichtigsten Archiven der Fondazione Pellegrini Canevascini gehören die Parteiarchive (Partito Socialista Ticinese, Partito Socialista Autonomo, diverse Sektionsarchive), zahlreiche Gewerkschaftsarchive, das Archiv der Camera del Lavoro und der Zeitung «Libera Stampa» sowie die Nachlässe von Guglielmo Canevascini, Piero Pellegrini, Marco Pellegrini, Théo und Didier Wyler, Werner Carobbio, Gianrico Corti und Francesco Borella. Weitere Informationen finden sich auf der Website der Fondazione Pellegrini Canevascini: <http://www.fpct.ch/>.

Ein Archiv ohne Archiv

Das Archiv für Agrargeschichte

Peter Moser

Historiker

Lehrbeauftragter an verschiedenen
Universitäten

Initiant und Leiter des Archivs für
Agrargeschichte (AfA)

Zollikofen

Lesesaal und Magazin sind das Herz eines Archivs. Im Lesesaal werden die Archivalien von interessierten Menschen gelesen und interpretiert. Und im Magazin werden sie vom Archivpersonal sorgfältig gepflegt und aufbewahrt. Das im Jahr 2002 gegründete Archiv für Agrargeschichte (AfA) jedoch besitzt weder einen Lesesaal noch ein Magazin. Es ist ein Archiv ohne Archiv(raum) – also gewissermassen ein «virtuelles» Archiv und definiert sich zudem darüber, dass es Forschung und Archivierung in einen engen Zusammenhang stellt.

Die Besonderheiten des Archivs für Agrargeschichte (AfA) hängen mit seiner Entstehungsgeschichte zusammen und bedürfen einer kurzen Erläuterung.

Entstehung

Ende der 1980er Jahre begannen sich Historiker und Historikerinnen erstmals seit Jahrzehnten wieder für agrarhistorische Fragen und für die Geschichte der ländlichen Gesellschaft im 19. und 20. Jahrhundert zu interessieren.¹ Doch wo waren welche Quellen zu finden? Diese Frage beschäftigte die Forscher, die sich damals mit dem 20. Jahrhundert zu befassen begannen.

Denn in den öffentlichen Archiven der Schweiz gab es zu Beginn der 1990er Jahre nur wenige Quellen zur Agrargeschichte des 20. Jahrhunderts. Zwar waren viele Akten der Bundesverwaltung schon damals im Bundesarchiv zugänglich. Aber bereits auf der kantonalen Ebene war die Lage schwieriger. Viele Verwaltungsstellen, die für die Umsetzung der Agrarpolitik zuständig waren, hatten wesentliche Teile ihrer Unterlagen noch gar nicht an die zuständigen Staatsarchive abgeliefert. Und zahlreiche öffentliche Aktenbildner wie kantonale landwirtschaftliche Schulen oder eidgenössische Forschungsanstalten hatten überhaupt noch nie Akten an die zuständigen Archive übergeben. Noch viel prekärer präsentierte sich die Lage bei den privaten Aktenbildnern. Hier bestand bis zur Verabschiedung des eidgenössischen Archivgesetzes im Jahr 1998 nicht einmal eine Gesetzesgrundlage, die den Verbleib von Unterlagen aus der Vollzugstätigkeit privater Organisationen geregelt hätte.

Wer sich zu Beginn der 1990er Jahre ernsthaft mit agrarhistorischen Themen des 20. Jahrhunderts beschäftigte, kam deshalb gar nicht darum herum, (auch) bei nicht-staatlichen Aktenbildnern wie Firmen, Verbänden und Privatpersonen nach Unterlagen zu suchen. Dass gerade in diesem aufwändigen Vorgehen ein grosses Potential für die Agrargeschichtsschreibung lag, zeigten die beiden Untersuchungen *Bauernstand und Bürgerblock* von Werner Baumann und *Stand der Bauern* von Peter Moser, die beide Anfang der 1990er Jahre erschienen. Beide Monographien basieren zu einem wesentlichen Teil auf der Auswertung bisher unbekannter, nicht erschlossener Quellenbestände privater Herkunft. Spätestens jetzt war klar, dass umfangreiches und aussagekräftiges Quellenmaterial

zur Agrargeschichte bei Privaten vorhanden war.

Quellen privater Herkunft waren für die Agrargeschichtsschreibung also ein grosses Potential. Gleichzeitig kamen aber auch die damit verbundenen grundlegenden Schwierigkeiten zum Vorschein: Was sollte mit diesen bei Privaten eruierten, in der Regel jedoch ungeordneten Unterlagen nun physisch passieren? Wie konnte sichergestellt werden, dass sie auch künftig Benutzern und Benutzerinnen zur Verfügung stehen würden?

Es ging also um zwei grundlegende Fragen. Erstens: Wie konnte man sicherstellen, dass wissenschaftliche Arbeiten, die diese Quellen benutzten, nachvollziehbar und kritisierbar würden? Und zweitens: Was sollte mit denjenigen Archivalien geschehen, die der Forschung noch gar nicht einmal bekannt waren?

Einzelkämpfer, das wurde rasch klar, waren überfordert, wenn es um die Lösung dieser grundsätzlichen Probleme ging. Und von den bestehenden staatlichen und privaten Archiven hatte keine der kontaktierten Institutionen die Absicht, die Sammeltätigkeit im Agrarbereich auszudehnen. Im Gegenteil. Einige erklärten gar, dass sie sich in Zukunft wieder vermehrt auf die Archivierung in ihren Kernbereichen konzentrieren müssten und die Sammlungstätigkeit im agrarischen Bereich eher ab- als auszubauen gedachten.

Diese Erfahrung machten auch die wenigen Aktenbildner aus der Landwirtschaft, die sich bei Archiven nach Möglichkeiten zur Archivierung ihrer Unterlagen erkundigten. Ihnen wurde zu verstehen gegeben, dass ihre Unterlagen für die Geschichte im 20. Jahrhundert zu wenig relevant seien, um archiviert zu werden. Es war deshalb unumgänglich, ein neues Archiv zu gründen, das sich speziell der Eruei-

¹ Peter Moser, Kein Sonderfall. Entwicklung und Potenzial der Agrargeschichtsschreibung in der Schweiz im 20. Jahrhundert, in: Ernst Bruckmüller et al. (Hrsg.), *Agrargeschichte schreiben. Traditionen und Innovationen im internationalen Vergleich*, Wien, 2004, S. 132–154.

zung, Sammlung und Erschliessung von Archivalien aus dem Agrarbereich widmete. Die Frage war nur, ob überhaupt jemand gewillt und in der Lage sein würde, dieses Ziel zu realisieren.

Im Frühling 1993 nahmen die Vorschläge zur Schaffung eines privaten *Archivs für Agrargeschichte* konkretere Formen an. Es sollte auch im Agrarbereich eine Institution geschaffen werden, über die andere Sektoren und Gruppierungen zum Teil schon seit bald hundert Jahren verfügten. Im August 1993 lag der erste konkrete Vorschlag vor. Dieser sah die Schaffung einer *Stiftung Archiv für Agrargeschichte (AfA)* vor, die sich dem Sammeln und Archivieren von Archivmaterial sowie der Wissensvermittlung widmen sollte.²

Die meisten Reaktionen auf die Projektskizze fielen wohlwollend-skeptisch – und unverbindlich aus. Andreas Kellerhals, damals Vizedirektor im Schweizerischen Bundesarchiv in Bern (BAR), hingegen schlug vor, «Aufbewahrung/Konservierung und Vermittlung in bestehenden Archiven zu realisieren». Für das BAR sah er dabei durchaus Möglichkeiten, «erschlossene und bewertete agrargeschichtlich bedeutsame Nachlässe von gesamtschweizerischer Bedeutung zur Aufbewahrung und Vermittlung zu übernehmen.» Die «Arbeitsteilung mit dem Archiv für Agrargeschichte würde dann bedeuten», schrieb er den Initianten, dass «Euer Archiv eigentlich ein virtuelles bleibt: Ihr betreibt die aktive Sicherung von agrargeschichtlich wichtigem Material, Ihr erschliesst (Erstellung von Inventaren etc.) und bewertet dieses (...) und Ihr sichert den zentralen Zugang, d. h. gebt auf Anfrage an, welches Material sich konkret in welchem Archiv (Standort) befindet; die konkrete Auswertung könnte dann in den jeweiligen Archiven erfolgen».

Diese Anregungen flossen umgehend in den zweiten Entwurf vom 15. Oktober 1993 ein. Sah dieser doch vor, dass die Geschäftsstelle des zu gründenden *Vereins Archiv zur Förderung der Agrargeschichte* agrarhistorisch relevante Bestände ausfindig machen sollte und diese auf zwei Wegen zur Erschlies-

sung und Aufbewahrung weiterleiten würde: Entweder sollten die Akten an bestehende Archive vermittelt werden, die Geschäftsstelle sollte hier also gewissermassen als go-between zwischen den Aktenbildnern im Agrarbereich und den bestehenden Archiven fungieren. Wenn die Aktenbildner ihre Archivalien hingegen in eine «landwirtschaftsnahe» Institution geben wollten, sollte die Geschäftsstelle die Unterlagen selbst erschliessen und anschliessend dem Archiv der Schweizerischen Bauernhausforschung in Zug oder dem Museum Burgrain zur Aufbewahrung übergeben. Zudem war vorgesehen, dass die Geschäftsstelle des Vereins «ein laufend zu aktualisierendes Verzeichnis über den Standort agrarhistorisch relevanter Dokumente in den bestehenden schweizerischen Archiven» zu führen hätte. Damit waren die inhaltlichen Grundlagen geschaffen; weil kein Geld vorhanden war, dauerte es bis zur Realisierung der Idee jedoch noch einmal sieben Jahre!

Das AfA in der schweizerischen Archivlandschaft

Seine Tätigkeit aufnehmen konnte das *Archiv für Agrargeschichte* im Herbst 2002 – formal als *Projekt* an der Schweizerischen Hochschule für Landwirtschaft (SHL) in Zollikofen. Die finanziellen Mittel für seine Tätigkeit musste das AfA aber von Anfang an selbst erwirtschaften. Weil sich die Synergien zwischen den beiden ungleich grossen Institutionen in der Praxis jedoch als wesentlich kleiner erwiesen als im Vorfeld der Gründung angenommen worden war, wurden die institutionellen Verbindungen nach zwei Jahren wieder aufgelöst. Als neuer Träger der nach wie vor in der alten Molkereischule ansässigen Geschäftsstelle wurde per 1.1.2005 der *Verein Archiv für Agrargeschichte* gegründet.

Das AfA als «virtuelles» Archiv, das im *Prinzip* über keine (und *faktisch* nur über sehr begrenzte) Aufbewahrungsmöglichkeiten verfügt, arbeitet eng mit anderen Archiven zusammen, welche die vom AfA erschlossenen Bestände übernehmen. Dazu gehörten bisher das Schweizerische Bundesarchiv, die Staatsarchive der Kantone Bern, Freiburg, Waadt, Thurgau, Schaffhausen,

Schwyz und Aargau sowie zahlreiche Privatarchive wie beispielsweise das *Archiv zur Geschichte der Schweizerischen Frauenbewegung in Worblaufen*.

Weil alle von uns erschlossenen Archivbestände ausserhalb des AfA sachgerecht gelagert werden müssen, sind wir auch dazu übergegangen, bei einzelnen Aktenbildnern selbst eigentliche *Archive* einzurichten. So konnten wir sicherstellen, dass grosse Bestände, mit deren Übernahme bestehende Archive überfordert waren, trotzdem zü-

Quellen privater Herkunft waren für die Agrargeschichtsschreibung (...) ein grosses Potential. Gleichzeitig kamen aber auch die damit verbundenen grundlegenden Schwierigkeiten zum Vorschein: Was sollte mit diesen bei Privaten eruierten, in der Regel jedoch ungeordneten Unterlagen nun physisch passieren?

gig erschlossen und der Benutzung durch Dritte zugänglich gemacht werden konnten. Aktenbildner, die sich zu einem solchen Vorgehen entschliessen, gehen erfahrungsgemäss nicht nur sorgsam mit ihren erschlossenen, das heisst verpackten und in einem Findmittel verzeichneten Archivalien um. Sie sorgen in der Regel auch dafür, dass die jetzt und künftig anfallenden Akten ebenso sachgerecht bewertet und archiviert werden. Im Einzelfall übernehmen wir auch die Betreuung und Führung von Privatarchiven im Mandatsverhältnis.

Besonders eng ist unser Verhältnis zum *Archiv zur Geschichte der schweizerischen Frauenbewegung* der Gosteli-Stiftung in Worblaufen. Für die für viele auf den ersten Blick erstaunliche Zusammenarbeit gibt es mehrere Gründe. Erstens sind beide Archive aus ähnlichen Gründen entstanden: Die Industriegesellschaft tat sich mit der bäuerlichen Landwirtschaft ähnlich schwer wie mit der Frauenbewegung. Und ob-

2 Vgl. Peter Moser, Werner Baumann: Projektskizze für die Schaffung eines schweizerischen Archivs für Agrargeschichte, in: *Archiv für Agrargeschichte*, Sign. 019.

wohl die Industriegesellschaft die beiden ganz unterschiedlich behandelte,³ hat sich dieser Umstand in der Überlieferung der Quellen in beiden Fällen ähnlich ausgewirkt: Die staatlichen Archive haben die Quellensicherung sowohl im Agrarsektor als auch im Bereich der Frauenbewegung lange Zeit vollständig vernachlässigt. Deshalb sind sowohl bei der Frauenbewegung als auch im Agrarsektor private Akteure ohne staatliche Unterstützung aktiv geworden.

In der Form wiederum gingen beide ganz unterschiedliche Wege: Die Frauenbewegung mit der Gründung eines Freihandarchivs, die Landwirtschaft mit der Schaffung eines «virtuellen» Archivs. In dem Sinne ist das Archiv für Agrargeschichte genau das Gegenteil des Archivs zur Geschichte der schweizerischen Frauenbewegung, wo ein grosser Teil der Archivalien sogar in den Räumen untergebracht sind, wo die Forschenden auch arbeiten. Der Umstand, dass wir «nur» ein «virtuelles» Archiv sind, hat uns veranlasst, der Erschliessung der Bestände ein ganz besonderes Gewicht zuzumessen. Das sind denn auch die Grundlagen der Zusammenarbeit zwischen den beiden Archiven: Wir haben vom Archiv der Frauenbewegung gelernt, dass man eine solche Herkulesarbeit auch auf privater Basis realisieren kann – und die Gosteli-Stiftung kann nun auf die Kenntnisse und Erfahrungen des AfA zurückgreifen, wie man die Erschliessung konkret am sinnvollsten an die Hand nehmen kann. Die vom AfA für die Gosteli-Stiftung erschlossenen Archivbestände werden in der Datenbank *Quellen zur Geschichte der schweizerischen Frauenbewegung* öffentlich zugänglich gemacht. Eine vergleichbare Zusammenarbeit ist nun auch mit dem Verein *Geschichte der Pflege* geplant.

Tätigkeiten

Im Archiv für Agrargeschichte werden in erster Linie Quellen erschlossen.

3 Peter Moser, «Eine Sache des ganzen Volkes»? Überlegungen zum Prozess der Vergesellschaftung der bäuerlichen Landwirtschaft in der Industriegesellschaft, in: *Das allgemeine Geschlecht*, Traverse 2000/1, S. 64–78.

Dazu kommen die Forschung und die Veröffentlichung eines kleinen Teils der von uns erschlossenen Quellen, damit auch eine interessierte Öffentlichkeit Einblick und Zugang zu diesen Zeugnissen der Vergangenheit hat.

Unser Anspruch, Quellen aus dem Agrar- und Ernährungssektor des 19./20. Jahrhunderts systematisch zu erschliessen, bedeutet nicht, dass wir alle Dokumente und Unterlagen archivieren, die es zu diesem Thema gibt. *Systematisch* heisst in diesem Zusammenhang, dass wir innerhalb des zeitlich und inhaltlich definierten Rahmens einerseits Quellen aus möglichst vielen Teilgebieten suchen und sicherstellen. Und dass wir andererseits auch versuchen, den Kontext, innerhalb dessen sich die im Agrarsektor tätigen Menschen bewegten, nicht aus den Augen zu verlieren. Konkret bedeutet dies, dass wir Quellen sowohl aus dem 19. Jahrhundert als auch aus der jüngsten Vergangenheit erschliessen. Zudem achten wir darauf, nicht nur Archivalien

Die staatlichen Archive haben die Quellensicherung sowohl im Agrarsektor als auch im Bereich der Frauenbewegung lange Zeit vollständig vernachlässigt. Deshalb sind sowohl bei der Frauenbewegung als auch im Agrarsektor private Akteure ohne staatliche Unterstützung aktiv geworden.

en von Akteuren sicherzustellen, die auf der internationalen und der nationalen Ebene tätig waren. Auch das Handeln im regionalen und lokalen Kontext wird von uns dokumentiert. Und weil auch das Geschlecht, die Konfession, die Sprache und die soziale Stellung innerhalb der Familie und der ländlichen Gesellschaft für fast alle Individuen wichtige, Strukturen bildende Kategorien waren, haben auch sie einen Einfluss auf unsere Sammlungs- und Erschliessungstätigkeit.

Dies ist unser Anspruch. Umsetzen können wir ihn jedoch nur dann, wenn auch die Aktenbildner selbst sich beteiligen. Aktenbildner im Agrar- und Ernährungsbereich sind jedoch eine sehr heterogene Gruppe. Der grösste Teil

der agrarhistorisch relevanten Archivalien stammt von Privaten. Die Menschen und Organisationen, die über agrarhistorisch relevante Akten verfügen, müssen jedoch zuerst ausfindig gemacht werden. Dann gilt es, sie zu überzeugen, dass zumindest ein Teil ihrer Dokumente wertvoll ist – und dass die Erschliessung und Aufbewahrung derselben mit Kosten verbunden ist. Dies ist ein schwieriger, in der Regel aber sehr interessanter Prozess, in dessen Verlauf nicht selten noch zusätzliche Archivalien auftauchen, nach denen wir gar nicht gesucht haben. In der Regel führen diese geschäftsmässigen Beziehungen nicht nur bei uns zu einer Erweiterung des Wissens über die Herkunft und Entstehungsbedingungen der Dokumente, sondern auch bei den Aktenbildnern selbst. Nicht wenige von ihnen nutzen die Erschliessung des Archivs deshalb auch dazu, ihre Geschäftsablage zu verbessern oder neu zu organisieren. Damit rationalisieren sie nicht nur ihr Unterlagenmanagement, sondern schaffen gleichzeitig auch die Voraussetzungen für eine künftige Archivierung derjenigen Akten, die ihre gegenwärtige Tätigkeit dokumentieren. Hier, wo sich die unmittelbaren Interessen der Aktenbildner und der Archivare und Forscherinnen überschneiden, kann mit relativ wenig Aufwand die Archivierung der in der Gegenwart anfallenden Akten für die Zukunft sichergestellt werden.

Die Archivbestände im AfA gruppieren wir nach einem ganz einfachen, formalen Kriterium: Dem juristischen Status des Aktenbildners. In der Datenbank *Quellen zur Agrargeschichte* gibt es deshalb bei den vom AfA erschlossenen Quellenbeständen lediglich zwei Kategorien: nämlich diejenige der Archivbestände resp. Nachlässe von natürlichen Personen und jene der juristischen Personen, d.h. der Archivbestände von Vereinen, Firmen und Verbänden.

Für das AfA, das im Wesentlichen Archivbestände privater Herkunft «für» andere Archive erschliesst und lediglich die Resultate in Form der Bestandesanalysen und Findmittel bei sich selber behält, war die Entwicklung von transparenten und verbindlichen Stan-

dards in der Erschliessung von Privatbeständen in einem doppelten Sinne zentral: Einerseits galt es, ein flexibles System zu entwickeln, das den unterschiedlichen Bedürfnissen der Abnehmer der Archivbestände Rechnung tragen konnte. Andererseits müssen die Bestandesanalysen und Findmittel all jene Informationen eines Archivbestandes enthalten, die notwendig sind, um sich auch im Internet, ohne physische Konsultation des Bestandes ein Bild von dessen Inhalt und Bedeutung machen zu können.

Eine Erschliessung von Archivalien ohne Kenntnisse der Thematik kann zu einer problematischen Archivordnung führen. Sachkenntnisse erwirbt man sich sinnvollerweise in der Praxis oder über die Forschung – am besten in einer Kombination von beiden. Dies ist mit ein Grund, weshalb wir als Archiv auch der Forschung ein so grosses Gewicht beimessen (für eine Übersicht über unsere Forschungs- und Publikationstätigkeit vgl. www.agrararchiv.ch)

Datenbanken: Ein Hilfsmittel für den Archivierung und Forschung

Die Datenbank *Quellen zur Agrargeschichte* gibt Auskunft über alle Archivbestände, die das Archiv für Agrargeschichte bis heute erschlossen hat (AfA-Nr. 1-2000). Von jedem vom AfA erschlossenen Archivbestand gibt es in der Datenbank eine *Bestandesanalyse*, die Informationen zur Geschichte der die Akten bildenden Organisation oder Person sowie zum Archivbestand selber (Standort, Umfang, Geschichte der Archivierung etc.) enthält. Zu jedem Bestand existiert zudem ein Findmittel, das im pdf-Format abrufbar ist.

Neben den vom AfA bisher erschlossenen rund 90 Archivbeständen sind in der Datenbank *Quellen zur Agrargeschichte* auch noch 40 Bestandesanalysen von agrarhistorisch relevanten Archivbeständen aufgeführt, die durch andere Archive erschlossen worden sind. Diese tragen Nummern, die grösser sind als 2000.

Neben der Suche nach Archivbeständen über die Liste aller Bestände in der Datenbank *Quellen zur Agrargeschichte* gibt es noch die Möglichkeit, mittels

Schlagworten nach Archivalien zu suchen. Denn alle vom AfA selber erschlossenen Archivbestände werden anhand einer dreistufigen Schlagwortliste verzeichnet. Benutzern, die nach einem bestimmten Schlagwort suchen, wird in der Datenbank die Liste jener *Quelle zur Agrargeschichte* als eine *Anregung zur Archivierung* **Eine Erschliessung von Archivalien ohne Kenntnisse der Thematik kann zu einer problematischen Archivordnung führen. Sachkenntnisse erwirbt man sich sinnvollerweise in der Praxis oder über die Forschung – am besten in einer Kombination von beiden.**

vom AfA erschlossenen Bestände angezeigt, die Archivalien zu diesem Schlagwort beinhalten. Nicht verschlagwortet sind logischerweise jene Bestände, die nicht vom AfA erschlossen worden sind – also alle Bestände mit einer Nummer, die grösser ist als 2000. Diese tauchen bei der Schlagwortsuche deshalb *nicht* als relevante Bestände auf, obwohl sie vielleicht viel Material zu diesem Thema enthalten. Benutzer sind nur schon deshalb angehalten, zwischen den vom AfA erschlossenen und den nicht vom AfA erschlossenen Archivbeständen zu unterscheiden.

Ermöglicht die Datenbank *Quellen zur Agrargeschichte* einen raschen Überblick über die agrarhistorisch relevanten Archivbestände, so geht es bei der Datenbank *Personen der ländlichen Gesellschaft im 19. und 20. Jahrhundert* um die Systematisierung zahlloser Einzelinformationen über Menschen der ländlichen Gesellschaft. Diese Datenbank entwickelt sich zu einer eigentlichen Metaquelle und beinhaltet damit noch ein ganz anderes Potential als «nur» die Systematisierung heute noch zerstreut vorliegender Informationen: Hier wird aus Informationen eigentliches Wissen generiert.

Die Datenbank enthält Informationen, die wir aus völlig unterschiedlichen Quellen (Nachrufen, Korrespondenz, Verzeichnissen, Jahresberichten, Flugblättern, mündlichen Überlieferungen etc.) zusammentragen. Es geht darum, bisher nur isoliert und zerstreut vorhandene Informationen an einem Ort

zusammen zu tragen und zu verschriftlichen, damit bis zu einem gewissen Grad Lebensläufe rekonstruiert werden können. Deshalb arbeiten wir auch mit aussenstehenden Wissensträgern zusammen, damit diese ihre Informationen über Akteure der ländlichen Gesellschaft für den Ausbau der Datenbank weitergeben. Bauern und Bäuerinnen, Landwirtschaftslehrer, Berater, Verbandssekretäre, Agrarwissenschaftler und Wissensträgerinnen zur ländlichen Gesellschaft generell werden ermächtigt, ihr Wissen über andere Personen in die Datenbank zu integrieren. Sie können dies entweder indirekt durch schriftliche oder mündliche Mitteilungen an das AfA machen, oder mit den spezifischen Funktionen der Media-wiki-Software direkt in die Datenbank selber eintragen. Um einen minimalen Standard und eine gewisse Einheitlichkeit der Informationen zu den einzelnen Personen zu wahren, entscheidet aber das AfA letztlich darüber, welche Informationen in welcher Form übernommen werden.

Die Datenbank ist ab dem Herbst 2007 Interessierten zugänglich; für die Nutzung werden keine Gebühren erhoben. Im Frühling 2007 haben wir zudem begonnen, parallel zu dieser Datenbank

Ein «virtuelles» Archiv wie das AfA kann grundlegende Probleme der Überlieferungsbildung, wie sie im Agrarbereich im 20. Jahrhundert herrschten, zwar teilweise lösen, aber auch nur in Zusammenarbeit und mit Hilfe «richtiger» Archive staatlicher oder privater Herkunft.

auch eine Datenbank *Personen der ländlichen Gesellschaft in Irland im 19./20. Jahrhundert* aufzubauen.⁴ Die Ausweitung auf die irischen Verhältnisse hat sich aus den im AfA vorhandenen spezifischen Kenntnissen über die irischen Verhältnisse ergeben, wo wir ebenfalls Archivbestände von Organisationen und Personen erschlossen haben. Ein Vergleich zwischen Irland und der Schweiz im europäischen Kontext eig-

4 Vgl. www.ruralhistory.ie.

net sich besonders gut, weil die irische Gesellschaft im Gegensatz zur schweizerischen bis in die Nachkriegszeit ausgesprochen stark durch die Landwirtschaft geprägt war – und damit zu unkonventionellen Fragen und eigenständigen Überlegungen anregt.

Ausblick

Die Erfahrung nach 5jähriger Tätigkeit zeigt: Ein «virtuelles» Archiv wie das AfA kann grundlegende Probleme der

Überlieferungsbildung, wie sie im Agrarbereich im 20. Jahrhundert herrschten, zwar teilweise lösen, aber auch nur in Zusammenarbeit und mit Hilfe «richtiger» Archive staatlicher oder privater Herkunft. Es ist deshalb wohl weniger ein kopierbares Modell, als eine Anregung zur Entwicklung sachgerechter Lösungen in anderen Bereichen mit ähnlichen Problemen der Überlieferungsbildung. Und auch hier wird eine enge, unkomplizierte Zusam-

menarbeit mit den etablierten Archiven eine Bedingung für den Erfolg sein. Die Bestrebungen des VSA zur Analyse der Probleme und Formulierung von Lösungsvorschlägen im Rahmen der Denkgruppe «Überlieferungsbildung» sind deshalb mehr als nur zu begrüßen.

contact:

peter.moser@agrarchiv.ch

www.agrarchiv.ch

**Blitzschnell im
deutschen
Sprachraum:**

Jedes Buch aus jedem Verlag an jede Adresse

Bestellen Sie einfach und bequem alle Ihre Bücher:

*mit Recht
schnell*

**Buch
Stämpfli**

**Versandbuchhandlung
Wölflistrasse 1
Postfach 5662
3001 Bern**

- **per Telefon**
031 300 66 77
- **per Fax**
031 300 66 88
- **per E-Mail**
order@buchstaempfli.com
- **im Internet**
www.buchstaempfli.com